



Bulletin Dimitra

GENRE, FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT



Coopération Sud-Sud



Agriculture familiale et sécurité alimentaire



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

✿ Sommaire

- 3 | L'égalité des sexes, une priorité dans l'agenda post 2015
- 4 | Coopération Sud-Sud : les clubs du Sénégal et de la Mauritanie formés grâce aux clubs du Niger
- 6 | Sénégal – les clubs d'écoute démarrent sur des chapeaux de roue !
- 7 | Coopération Sud-Sud – Le Sud-Kivu apporte son expérience aux clubs d'écoute du Burundi
- 8 | La Coopération Sud-Sud au service de la sécurité alimentaire: réalisations et enjeux à la FAO
- 10 | Les Clubs d'écoute Dimitra au Ghana : c'est parti !
- 12 | République démocratique du Congo – un chef coutumier parle des clubs d'écoute Dimitra
- 14 | Série Portraits : Ruth Ochieng « Transformer l'impossible en possible »
- 16 | AIAF 2014 – Le rôle des petits agriculteurs – hommes et femmes – dans la sécurité alimentaire et le développement durable
- 17 | Communication et médias communautaires au service de l'agriculture familiale – L'AMARC et la FAO se mobilisent pour faire entendre la voix des petits exploitants
- 18 | Plateforme YenKasa Afrique – Promouvoir le dialogue
- 19 | La société civile participe à l'élaboration des Directives volontaires pour garantir des pêches artisanales durables
- 20 | FAO – Un nouveau module d'apprentissage sur la capitalisation d'expériences
- 21 | Investir dans l'autonomisation des femmes rurales
- 22 | Ressources



© Maarje Houbrechts

Amies lectrices, amis lecteurs,

Nous voici déjà arrivés au numéro 25 du bulletin Dimitra. Un bulletin qui débute par un compte-rendu de la dernière réunion de la Commission de la condition de la femme (CSW) qui a permis d'inscrire l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes parmi les priorités de l'agenda post-2015. Celui-ci prendra la relève des Objectifs du Millénaire pour le développement dont l'échéance de 2015 est proche. Aujourd'hui, l'agenda post-2015 est au centre des discussions de la communauté internationale afin de redoubler d'efforts pour relever les grands enjeux du développement, y compris la réduction de l'extrême pauvreté.

Comme toujours, plusieurs articles du bulletin sont consacrés à l'actualité des clubs d'écoute Dimitra, notamment au Sénégal, avec les champs écoles du Programme GIPD, et en République démocratique du Congo (RDC) où un chef coutumier prend la parole. Certains articles sont placés sous l'éclairage de la coopération Sud-Sud qui permet aux pays du Sud de mettre en commun et d'échanger entre eux des pratiques, des connaissances, etc. Ainsi, la longue expérience des clubs d'écoute Dimitra du Niger a profité aux clubs du Sénégal, de Mauritanie et du Ghana, alors que celle du Sud-Kivu, RDC, a été partagée avec les clubs du Burundi. Depuis 17 ans, la coopération Sud-Sud est soutenue par la FAO dans le cadre de programmes de sécurité alimentaire. Et c'est depuis 15 ans que la FAO s'est engagée dans la recherche de fonds pour la lutte contre la pau-

vreté et l'autonomisation des femmes rurales. Outre notre portrait de femmes qui s'intéresse à Ruth Ochieng, une leader ougandaise qui milite pour les droits des femmes dans des situations de conflits et post-conflits, plusieurs articles mettent en avant la contribution de l'agriculture familiale à la sécurité alimentaire et le travail de la FAO pour renforcer celle-ci, notamment par des activités liées à l'Année internationale de l'agriculture familiale et par un partenariat FAO-AMARC dans le domaine de la radio et des médias. Ce partenariat s'est traduit par la création de plateformes régionales de communication pour le développement. Celle dédiée à l'Afrique s'appelle YenKasa.

Enfin, la participation de la société civile à l'élaboration des Directives sur les pêches artisanales durables est décrite dans cette édition, et un nouveau module d'apprentissage de la FAO sur la capitalisation d'expériences est présenté. Pour finir, je voudrais vous annoncer un départ, celui d'Eliane Najros, Coordinatrice de Dimitra pendant presque vingt ans et qui nous quitte pour se consacrer à d'autres projets. Je tiens à exprimer ici toute ma reconnaissance à Eliane pour nous avoir conduit tous et toutes dans l'aventure formidable de Dimitra, avec et pour les femmes rurales.

Rob Vos

Directeur | Division de la protection sociale
Département du développement économique et social à la FAO

Amies et amis de Dimitra,

Dimitra a presque 20 ans et il est l'heure pour moi de m'en aller. Je retiens de ces 20 années beaucoup d'enthousiasme et de plaisir, des succès et quelques échecs, et des magnifiques expériences partagées avec vous toutes et tous. Le projet Dimitra fait partie de ma vie et c'est avec fierté et plaisir que je l'ai vu grandir et devenir une bonne pratique de la FAO, copiée mais jamais égalée.

Je voudrais remercier du fond du cœur tout le réseau Dimitra ainsi que tous mes collègues et amis qui m'ont toujours soutenue dans les moments joyeux et douloureux qui ont par-

semé 20 ans de vie. Je vous suis aussi reconnaissante d'avoir eu cette force qui nous a portés ensemble et qui démontre que l'on peut, à travers un simple projet, avoir un impact positif sur les conditions de vie des gens, et notamment sur celles des femmes rurales. Dimitra reste une partie de ma vie que je garde dans mon cœur. Je chéris cette expérience exceptionnelle que j'ai eu la chance de pouvoir vivre. L'équipe Dimitra reste en place et le futur est à vous.

Eliane Najros

CONTACTEZ-NOUS

FAO-Dimitra

c/o FAO-ESP

Viale delle Terme di Caracalla

00153 Rome - Italie

Eliane NAJROS, Coordinatrice du projet

Yannick DE MOL et Christiane MONSIEUR,
Spécialistes genre, information et communication

dimitra@fao.org – www.fao.org/dimitra

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2014

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Avec le soutien financier du Service
Public Fédéral des Affaires Etrangères,
Commerce Extérieur et Coopération au
Développement (DGD) Belgique.

L'égalité entre les sexes, une priorité dans l'agenda post 2015

La Commission de la condition de la femme (CSW), le principal organe mondial consacré à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, s'est réuni pour sa 55^{ème} session au siège de l'ONU à New York, du 10 au 21 mars 2014. Au moment où la communauté internationale s'apprête à définir l'avenir des objectifs de développement, cette session du CSW a été une occasion formidable d'inscrire l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au nombre des priorités de l'agenda post 2015.



Des représentants des Etats membres, des organismes des Nations Unies et d'ONG du monde entier ont pris part à la session qui avait cette année pour thème prioritaire: « Les défis et les réalisations dans la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement pour les femmes et les filles ». Les Etats membres ont fait remarquer que si des progrès ont été réalisés dans de nombreux domaines, de profondes inégalités persistent entre hommes et femmes dans maintes régions du monde, constituant un obstacle de taille au développement durable après 2015.

Dans les conclusions, la Commission a exhorté les gouvernements et partenaires à prendre des mesures dans cinq grands domaines (pleine jouissance de tous les droits humains pour les femmes et les filles; environnement plus propice à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes; optimisation des investissements dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; renforcement de la base factuelle pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; participation et leadership des femmes à tous les niveaux et renforcement de la responsabilité). La Commission a invité les Etats à inclure l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et les droits des femmes et des filles en tant qu'objectifs à part entière des nouveaux objectifs internationaux de développement à l'échéance des OMD, à « intégrer par des cibles et des indicateurs dans tous les objectifs de tout nouveau cadre de développement ».

Le document final de la Commission a en outre souligné le fait que l'égalité des sexes et l'auto-



nomisation des femmes auront un effet démultiplicateur sur le développement durable, raison pour laquelle il est indispensable d'optimiser les fonds à l'appui du développement des femmes et des filles.

Le document final a employé des mots très forts en faveur de l'élimination de toutes formes de violence contre les femmes et les filles. Des références explicites ont été faites à l'élimination de toutes pratiques, y compris le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines, qui entravent le progrès et la pleine réalisation des droits humains pour les femmes et les filles. Il a en outre condamné toutes les formes de normes sociales, attitudes et stéréo-

types sexistes discriminatoires et recommandé à cet égard de travailler en étroite collaboration avec les hommes, les garçons et les chefs des communautés, afin d'éliminer toutes les formes de discrimination et de violence contre les femmes et les filles.

La Commission a également constaté avec une vive inquiétude la persistance des disparités hommes-femmes dans divers domaines, en particulier dans la scolarisation, l'accès à un travail digne, le contrôle et la propriété des de production, notamment la terre, l'énergie et le combustible, les droits des femmes en matière d'héritage, la santé sexuelle et reproductive des femmes, la protection sociale et le leadership des femmes dans les processus décisionnels.

Durant la session de cette année, la FAO a organisé un événement en collaboration avec le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) afin de présenter les travaux de la FAO visant à éliminer les disparités entre les sexes dans l'agriculture et examiner les principales conclusions de la publication FAO-IFPRI « Gender and Agriculture – Closing the knowledge gap » (2014).

* Pour en savoir plus : www.unwomen.org/fr/csw/csw58-2014

L'agenda post 2015

Les huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été adoptés en 2000 par les Etats membres de l'ONU. Ils devaient être atteints en 2015 dans huit domaines prioritaires : la réduction de l'extrême pauvreté et de la mortalité infantile, la lutte contre des maladies comme le VIH/SIDA et le paludisme, l'accès à l'éducation primaire pour tous, la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la santé maternelle, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, un partenariat global pour le développement et l'application du développement durable. Les

OMD ont permis de galvaniser les efforts de développement visant à satisfaire les besoins des populations les plus démunies de la planète et d'orienter les priorités de développement mondiales et nationales.

A quelques mois de l'échéance de 2015, il reste beaucoup d'efforts à accomplir dans ces domaines, même si des résultats positifs ont été atteints. Aujourd'hui, l'ONU collabore avec les gouvernements, la société civile et autres partenaires pour aller de l'avant grâce à un ambitieux programme de développement appelé agenda post 2015.

Coopération Sud-Sud : les clubs du Sénégal et de la Mauritanie formés grâce aux clubs du Niger

Afin que les clubs naissant au Sénégal et en Mauritanie puissent bénéficier de l'expérience du Niger, une série de formations décentralisées a été conduite dans la Région du Fleuve Sénégal, dans le contexte du programme Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs (GIPD). Une coopération avec le Niger a permis de mener ces activités avec succès.

Depuis 2013, 48 clubs d'écoute Dimitra ont été mis sur pied dans la région frontalière du Fleuve Sénégal (Nord du Sénégal et Sud de la Mauritanie). Initié dans le cadre du programme GIPD de la FAO, avec le soutien technique de FAO-Dimitra, le projet des clubs d'écoute a rapidement connu un important succès (voir article suivant), notamment grâce à la connaissance du terrain de l'équipe de la GIPD. Une présence sur le long terme et la confiance des communautés ont permis à cette équipe de créer 24 clubs d'écoute Dimitra au Sénégal, dans les départements de Podor et Dagana, et 24 clubs en Mauritanie, également dans la Région du Fleuve Sénégal.

Les Champs écoles paysans de la GIPD bénéficient déjà de la présence des clubs d'écoute Dimitra

Après quelques mois d'existence, le programme GIPD dresse un premier bilan positif de l'alliance CEP-CEC.

* Pour les populations, la création des clubs Dimitra a permis la participation de toute personne voulant s'impliquer dans la vie de la communauté et les activités de la GIPD. Cette dimension inclusive et transparente de l'approche a suscité un engouement important de la population, comme l'illustre le cas du village de Fanaye (voir ci-après).

* De par son dispositif (trois groupes par village : jeunes, femmes, hommes qui se réunissent aussi régulièrement en assemblée villageoise), l'inclusion de toutes et tous a permis de faire remonter la voix des « sans voix », en particulier celle des femmes et des jeunes, ce qui a renforcé leur leadership et leur confiance en soi.

* Les facilitateurs GIPD sont convaincus de la pertinence de l'approche pour toucher l'ensemble de la communauté. Mettre en place des clubs permet d'éviter les incompréhensions au sein de la population de la localité. La participation communautaire, rendue possible grâce aux clubs, vient en complément idéal de la dimension participative mise en œuvre dans le cadre de la formation dans les champs écoles paysans.

Les clubs d'écoute communautaires Dimitra (CEC) sont des espaces de communication participative autonomes, sensibles au genre et tournés vers l'action. Ils visent à améliorer l'accès à l'information et à la communication des populations rurales, particulièrement les femmes et les jeunes, pour leur autonomisation socio-économique et politique et leur sécurité alimentaire. Cette approche, qui a fait ses preuves en République démocratique du Congo et au Niger, est également développée au Ghana et au Burundi. Au Sénégal et en Mauritanie, le projet des CEC a un aspect particulièrement novateur lié à la complémentarité entre les clubs d'écoute communautaires Dimitra et les champs écoles paysans (CEP), deux approches participatives de la FAO contribuant tant à la réduction de la pauvreté et de la faim qu'au renforcement de la cohésion sociale et de l'action collective.

Dans le cadre de cette alliance méthodologique, les clubs viennent en appui aux CEP en tant que méthode de communication participative sensible au genre en milieu rural. Les CEC comptent entre 15 et 30 personnes de la communauté, et sont constitués majoritairement de membres des CEP, sur base volontaire. Les clubs d'écoute travaillent en partenariat avec les radios écoutées en milieu rural dans les langues locales. Des programmes radio-phoniques sont conçus sur des thèmes choisis par les membres des CEC. Généralement, les thèmes développés concernent la sécurité alimentaire, la nutrition, les pratiques agricoles, l'accès à la terre, à l'éducation, aux services mais également des questions sociales comme

les violences à l'encontre des femmes, la santé de la reproduction, etc.

Lors de la diffusion des émissions, les membres des clubs réalisent une écoute active, suivie par des discussions visant la recherche et la mise en œuvre de solutions aux problèmes identifiés. Ils recherchent ensuite les moyens d'action afin de mettre en œuvre les activités choisies. Les CEC suscitent des changements significatifs dans le domaine agricole, mais renforcent également l'unité sociale, en donnant la parole à toutes et à tous.

Echange d'expériences et de bonnes pratiques au Sénégal et en Mauritanie

En plus de renforcer la sensibilité au genre des champs écoles, les clubs d'écoute permettent leur mise en réseau et l'échange de bonnes pratiques entre les clubs et avec les communautés. Les CEC et les CEP ont donc un impact sur toute la population.

Que ce soit au niveau local, régional ou national, les initiatives des clubs communautaires Dimitra sont tournées vers la mise en réseau et le partage d'expériences. Au Niger, la FAO et son organisation locale partenaire ont mis en place plus de 630 clubs d'écoute communautaires Dimitra depuis 2009, rassemblant un total de plus de 12.000 membres femmes et hommes. C'est donc tout naturellement que le Niger a mis ses forces vives à disposition pour renforcer d'autres clubs en Afrique subsaharienne.





© Ibrahim A. Hama

Fin mars 2014, une série de formations a ainsi été organisée par l'équipe du projet à l'intention des facilitateurs des champs écoles payans de la GIPD (qui suivent également les activités des clubs d'écoute Dimitra) et des leaders des clubs d'écoute communautaires.

La formation des superviseurs des clubs d'écoute communautaires du Sénégal (qui sont en fait les facilitateurs de la GIPD suivant les CEP) a eu lieu à Saint Louis et a permis de renforcer les capacités des participants afin qu'ils soient plus à même d'accompagner la vie des clubs d'écoute. Dans le souci de valoriser la dimension participative de l'approche Dimitra, les superviseurs ont, à l'unanimité, décidé de changer l'appellation «superviseur» en «facilitateur».

Cette formation des facilitateurs était centrée sur la mise en place des clubs d'écoute (assurer l'adhésion des communautés à la dynamique, la mise en place des clubs, la sélection et discussion des thématiques). Des éléments pratiques ont été clarifiés avec les participants au niveau du village et au niveau des clubs d'écoute (organisation, discussions, mise en commun et synthèse, mise en œuvre des actions, suivi des changements engendrés, etc.), avec une attention particulière sur le rôle des facilitateurs/trices dans ce processus.

Une formation pour les leaders des CEC a également été conduite, suivant un programme similaire à celle des facilitateurs/trices et avec pour thème central le fonctionnement des clubs d'écoute communautaires dans la pratique. Les différentes étapes du fonctionnement interne des clubs ont été détaillées, notamment l'identification et la priorisation

des thèmes, la constitution du grenier à thèmes du club et/ou du village (réserve de sujets à aborder) ou encore la mise en œuvre des actions et le suivi de la mise en œuvre.

Le rôle des leaders a également été largement évoqué. Leurs attributions comprennent la convocation et l'animation des réunions, le suivi de la mise en œuvre des décisions prises, la communication avec les facilitateurs et avec les partenaires. Il est important d'engager une dynamique réellement participative, ce qui rend indispensable l'implication pleine et entière de tous les membres, dans les discussions, dans les actions menées, et dans la capitalisation des acquis.

Lors des formations, d'autres points essentiels ont été abordés de manière systématique, en particulier le genre qui est partie intégrante de l'approche, les relations avec les radios et l'élaboration de rapports sur les activités des CEC, essentiel pour pouvoir évaluer les changements induits, mettre en réseau les clubs et pour assurer un suivi de qualité.

Suite à ces formations, les leaders des clubs du Sénégal et de la Mauritanie se sont engagés à organiser des assemblées villageoises pour restituer la formation qu'ils ont reçue et mettre en application les connaissances acquises pour dynamiser les clubs qui ne fonctionnent pas encore très bien. Les facilitateurs accompagneront le processus en étant mieux outillés.

Au final, cette initiative de coopération Sud-Sud facilitée par la FAO a permis la formation des 16 facilitateurs à l'approche des clubs d'écoute dans la pratique et des 48 leaders des CEC des deux pays à la gestion des clubs, avec

Check-list établie par les facilitateurs/trices pour garantir la bonne mise en place des CEC

- Partir d'une expression de besoins (pertinence d'introduire les CEC)
- Réaliser un diagnostic participatif (connaître la situation de base)
- Avoir une «bonne porte d'entrée» dans le village, au moins une personne ressource qui connaît bien le milieu et le village
- Faire une bonne sensibilisation villageoise
- Mettre en avant le recours aux solutions endogènes dans la résolution des problèmes à identifier, dès le début du processus (sensibilisation et assemblée villageoise)
- Impliquer toute la communauté en veillant à s'assurer d'une bonne représentativité des différentes composantes du village (groupes sociaux, quartiers, OP, etc.)
- Valoriser l'existant en termes d'organisation et ressources humaines
- Renforcer les capacités des points focaux (facilitateurs, leaders)
- Bien préparer les assemblées villageoises
- Veiller à une bonne appropriation du processus des CEC par les acteurs engagés
- Prendre en compte la dimension genre dans toutes les activités
- Eviter le cumul des responsabilités (notamment avec d'autres organisations)

l'accompagnement des facilitateurs/trices et de la coordination du projet. L'alliance méthodologique entre les clubs d'écoute Dimitra et les champs écoles a été clarifiée au niveau pratique et offre de très belles perspectives d'avenir.

✳ **Pour en savoir plus, contacter:**
Ibrahim A. Hama, GIPD
ibrahimabouacac.hama@fao.org

Yannick De Mol, FAO-Dimitra
yannick.demol@fao.org

Sénégal | les clubs d'écoute démarrent sur des chapeaux de roue !

Les clubs d'écoute Dimitra au Sénégal sont en plein essor, notamment à Fanaye. Ce n'est pas un hasard si le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural du Sénégal et le Représentant de la FAO ont visité cette localité dans le cadre d'une mission conjointe. Focus sur les clubs de Fanaye où la mobilisation communautaire dépasse les attentes.

Mi-avril 2014, MM. Papa Abdoulaye Seck, Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural au Sénégal et Vincent Martin, Représentant de la FAO au Sénégal, ont rencontré les clubs d'écoute Dimitra du village de Fanaye. Cette visite était effectuée dans le cadre d'une tournée dans les départements de Podor et Dagana (Vallée du Fleuve) et avait pour objectif d'apprécier la pertinence, mais aussi la complémentarité des interventions de la FAO avec les orientations politiques du gouvernement sénégalais.

Le Ministre a fortement apprécié le dynamisme des clubs et plus largement l'approche des clubs d'écoute Dimitra dans la vallée du Fleuve, envisageant une mise à échelle et une collaboration avec le projet. La FAO a réitéré sa volonté d'appuyer le Gouvernement dans la mise en œuvre du Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS), en particulier en matière de renforcement des capacités et de transfert de technologies à travers des approches avérées, telles que les champs écoles paysans et les clubs d'écoute communautaires Dimitra (CEC).

Fanaye, un succès rapide et convaincant

La Délégation a visité le village de Fanaye car c'est une localité dans laquelle l'initiative des clubs d'écoute a rencontré un succès rapide. Depuis sa mise en place, il y a seulement six mois, les clubs d'écoute communautaires de Fanaye contribuent au développement et au bien-être du village.



Discours de la présidente du club d'écoute des femmes lors de la visite du Ministre.

Après avoir pris le temps de bien asseoir la structure des clubs, à savoir l'élection d'un bureau au sein de chaque club, les choix des jours, des horaires et des lieux des rencontres des clubs, l'assemblée villageoise a validé et priorisé les thématiques proposées par les CEC. Au premier rang de ces thèmes figure la salubrité du village.

Cette thématique a été débattue pendant trois semaines au sein de trois clubs, avant de déboucher sur un plan d'action « salubrité ». Grâce à ce plan d'action les clubs s'attaquent au problème de la propreté dans les lieux publics. Chaque dimanche ils mobilisent hommes, femmes et jeunes du village pour nettoyer un site. A ce jour, ils ont nettoyé les abords du marché hebdoma-

daire, le dispensaire et ses alentours, le collège d'enseignement moyen (CEM), la ceinture verte du village et les principales artères.

Au lendemain de chaque journée de salubrité, ils organisent des actions sensibilisation à l'endroit des habitants résidant à proximité du site pour les conscientiser et les responsabiliser sur leur devoir de garder les lieux toujours propres.

Le Conseil Rural, impressionné par la mobilisation et la pertinence de la démarche entreprise par les CEC, a décidé de leur emboîter le pas en mettant à leur disposition un camion et une chargeuse pour les soutenir dans le travail qu'ils font pour le bien-être de tous les habitants du village.

Les membres du réseau sont fiers du travail et des échanges qu'ils mènent. « A travers cette approche nous allons nous même régler tous les problèmes de ce village et montrer la voie à tous les villages voisins », selon Dienaba Tine, membre du CEC des femmes de Fanaye.

La visite de l'importante délégation composée du Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural et du Représentant de la FAO au Sénégal a encouragé les membres des clubs d'écoute à aller de l'avant. A cette occasion, M. Amadou Diallo, secrétaire du club d'écoute communautaire des hommes de Fanaye a déclaré: « Nous invitons tous les partenaires qui interviennent dans la zone à appuyer la mise en place des CEC dans les autres villages et à élargir le réseau déjà existant. Nous sommes nous-mêmes impressionnés par l'apport des cadres d'échange dans la cohésion et l'esprit d'autonomie qu'ils créent auprès des membres. »



Le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural et le Représentant de la FAO écoute les explications du secrétaire du club d'écoute des hommes de Fanaye.

Coopération Sud-Sud | Le Sud-Kivu apporte son expérience aux clubs d'écoute du Burundi

L'échange de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques est un pilier fondamental de l'approche des clubs d'écoute communautaires (CEC) Dimitra, qu'il s'agisse de celui au sein des clubs d'écoute, entre eux ou de l'échange des clubs avec les communautés et les autres partenaires du développement. En mai dernier, un autre type d'échange a été expérimenté avec succès à Bubanza et dans la Mairie de Bujumbura, au Burundi, grâce à Adeline Nsimire, experte des CEC venue spécialement du Sud-Kivu (RD Congo) pour enrichir les connaissances et compétences des clubs d'écoute du Burundi.

Un nouveau pas en avant pour 75 représentant-e-s de 15 clubs d'écoute du Burundi qui ont bénéficié en mai dernier d'une des trois formations réalisées à Bubanza et à Bujumbura sur plusieurs thèmes essentiels au bon fonctionnement des clubs d'écoute Dimitra.

Ces formations étaient conduites par Adeline Nsimire, experte de l'approche CEC Dimitra en RD Congo et représentante de l'ONG SAM-WAKI (Sauti ya Mwanamke Kijijini – la voix de la femme rurale, en kiswahili). Celle-ci a pu partager avec les clubs du Burundi ses idées, pratiques et sa riche expérience des clubs d'écoute Dimitra dans la Province du Sud-Kivu, en République démocratique du Congo.

Conduite avec le concours de Gustave Ntaraka, Coordinateur des CEC au Burundi, ces formations ont permis de renforcer les capacités des participant-e-s sur les étapes nécessaires à la bonne marche de l'approche. Ces étapes incluent la définition de la mission et de la vision des CEC, les modalités de fonctionnement et la structure. Un autre thème central de la formation concernait les questions de genre, introduites par l'exercice de l'« horloge journalière », qui a particulièrement réveillé les consciences en faisant ressortir le lourd fardeau des femmes rurales au Burundi.

Après les formations, quatre clubs basés dans trois provinces du pays (Bujumbura rurale, Muramvya et Mairie de Bujumbura) et qui font tous du maraîchage, ont décidé de rester en contact et d'échanger des semences pour introduire chez eux de nouvelles cultures améliorées.

Les formations vont profiter à des communautés entières. Comme le dit Aline Bukuru, membre du club Tunamerimwe de la commune Rugazi (province de Bubanza): « Je viens d'acquérir beaucoup de connaissances que je vais partager aussi bien avec les autres membres de mon club qu'avec les populations de ma localité », a-t-elle affirmé.



En groupe, les participant-e-s préparent 'l'horloge journalière des activités' des hommes et des femmes.

Sangira Ijambo, émission des clubs d'écoute Dimitra de la FAO transmise par la RTNB

L'émission Sangira Ijambo, produite et diffusée par la RTNB sert d'espace d'expression et d'échange pour les clubs d'écoute et les populations rurales.

La cinquième production de cette émission a donné la parole aux membres du CEC Tuyage (« Échangeons ») de la commune Buterere qui ont partagé leurs expériences des cultures maraîchères (feuilles de patate douce, gombo, amarante).

Après la diffusion de l'émission, Désiré Kurutungu, agronome et membre du Club Tuyage Twongere de Bugarama est entré en contact avec le Club d'écoute de Buterere à travers la coordination des CEC Dimitra à la FAO. Il proposait d'échanger les semences de carottes et/ou poireaux cultivés par son club contre des boutures de feuilles de patate douce de Buterere. Ce dernier a accepté de donner gratuitement les boutures en plus de graines de Gombo. C'est aussi grâce à l'émission Sangira Ijambo que le club de

Buterere avait appris l'existence de variétés améliorées des carottes et poireaux de Bugarama.

Ces deux clubs sont appuyés par le projet Horticulture Urbaine et Péri-Urbaine (HUP). Après avoir pris connaissance de cette initiative, le projet HUP a facilité les démarches pour concrétiser le partage des pratiques agricoles. Fin avril 2014, les boutures de Matembele sont arrivées à destination et ont été immédiatement plantées par les membres du CEC Tuyage Twongere de Bugarama. Après ce succès, trois clubs basés dans les provinces Bujumbura rural et Muramvya et qui sont spécialisés dans l'agriculture maraîchère sont sur leurs traces pour un échange de semences.

* Pour en savoir plus, contacter:

Gustave Ntaraka, FAO-Dimitra
+257-22-206000
gustave.ntaraka@fao.org

Yannick De Mol, FAO-Dimitra
yannick.demol@fao.org

Des paysans ougandais ont visité une entreprise de multiplication de semences en Chine dans le cadre d'un voyage d'étude.

La Coopération Sud-Sud au service de la sécurité alimentaire: réalisations et enjeux à la FAO

La FAO soutient la coopération Sud-Sud (CSS) depuis plus de 17 ans. Plus de cinquante projets CSS ont été mis en œuvre depuis 1997 dans le cadre de programmes spéciaux et nationaux de sécurité alimentaire. Plus de 1800 experts et techniciens de 13 pays – dont la Chine, le Vietnam, Cuba, l'Inde, les Philippines, le Maroc, l'Égypte, etc. – ont été détachés sur le terrain pour des périodes de deux à trois ans dans une cinquantaine de pays, essentiellement en Afrique, mais également en Asie, dans le Pacifique et les Îles des Caraïbes.

La coopération Sud-Sud est une mise en commun et un échange de solutions de développement – connaissances, expériences et bonnes pratiques, politiques, technologies et ressources – entre 'pays du Sud'. La caractéristique des projets CSS est qu'ils favorisent une interaction directe entre les agents de développement et les communautés locales. Il s'agit donc de partenariats entre acteurs sur un pied d'égalité qui font un apprentissage mutuel. Des experts sont détachés dans un pays étranger et vivent dans des communautés rurales sur des périodes suffisamment longues pour qu'il se crée un climat de confiance et un échange véritable et approfondi d'expériences.

Déplacer les cerveaux

La plupart des expériences partagées ne sont pas formellement structurées. Elles existent sous forme de connaissances tacites, c'est-à-dire des «savoirs latents dans une large mesure

– que l'on ne trouve pas dans les livres, mais qui se trouvent dans la tête des personnes qui doivent les mettre en pratique». Il faut du temps et de la patience pour parvenir à ce type d'échange. «Le savoir tacite s'acquiert essentiellement par la pratique» et n'est le fruit d'aucun système formalisé d'éducation et de formation, comme le souligne Ricardo Haussmann, professeur d'économie à l'Université de Harvard, où il est également Directeur du Centre pour le développement international. A son avis, il est plus facile de déplacer des cerveaux que de faire rentrer des connaissances tacites dans des cerveaux.

Et justement, les agriculteurs sont d'authentiques experts, même quand ils sont analphabètes. Leur savoir-faire s'est construit de génération en génération, au fil des siècles et des millénaires. Il est par conséquent important de mettre en contact les cultivateurs (et les personnes qui les appuient, tels que vulga-

risateurs et chercheurs) qui affichent de bons niveaux de productivité dans un environnement donné avec d'autres agriculteurs qui luttent contre la pauvreté dans des environnements similaires.

La nouvelle stratégie de coopération Sud-Sud de la FAO prévoit des actions non seulement au niveau des communautés, mais aussi au niveau des institutions et des politiques. Elle prévoit une vaste gamme de modalités de coopération – missions d'experts à court ou moyen terme, voyages d'études, visites de formation, échange de programmes de formation, réunions en ligne et visioconférences. Le but est toujours le même: partager toutes les formes d'expériences et de connaissances, y compris tacites, par une interaction humaine directe. Au-delà de l'initiative FAO/CSS, la FAO encourage la coopération Sud-Sud de multiples façons. A chaque fois qu'une expertise doit être mobilisée par l'intermédiaire d'un projet FAO,

il est utile, voire nécessaire, de vérifier la pertinence de l'option coopération Sud-Sud. Cela implique que la FAO et ses partenaires du Nord doivent apprendre à dresser un bilan des expériences importantes dans le Sud du monde. La FAO et ses partenaires devraient identifier des institutions clés du Sud pouvant servir de véritables centres d'excellence, coopérer étroitement avec elles et tirer des leçons de leurs expériences.

Les acteurs du développement doivent s'attacher à renforcer les institutions existantes, même celles qui sont fragiles et de courte durée (gouvernement, société civile ou secteur privé), car seules les institutions peuvent soutenir un impact viable à long terme. Face à l'incapacité des institutions d'Etat de fournir des biens publics, la société civile ou les institutions privées prennent souvent le relais. La coopération Sud-Sud devrait par conséquent faciliter la création de nouveaux partenariats avec les institutions qui représentent le secteur privé et la société civile.

De la Chine à l'Afrique

On peut citer une diversité d'exemples de coopération Sud-Sud menée à bien dans le cadre de l'initiative CSS de la FAO. La Chine a détaché près de 1000 coopérants dans plus de 25 pays, dont l'Ethiopie, la Namibie, le Nigeria, l'Ouganda et le Sénégal. Rien qu'au Nigeria, près de 700 de ces agents ont été déployés sur le terrain dans les 36 états du pays. Leur travail a été si apprécié, en particulier dans le secteur de l'aquaculture, que le Gouvernement du Nigeria finance désormais à partir de son propre budget le détachement de techniciens chinois supplémentaires, qu'ils vont interviewer et recruter directement en Chine, avec le plein appui des autorités chinoises.

Le Gouvernement chinois soutient actuellement des projets CSS mis en œuvre par la FAO dans sept pays africains ainsi qu'en Mongolie, par le biais d'un fonds fiduciaire de 30 millions de dollars EU. De même, les experts vietnamiens ont aidé la Namibie, le Tchad, le Sénégal et le Mali à accomplir de grands progrès en matière de sécurité alimentaire, grâce à l'aquaculture, la gestion de l'eau, la riziculture et la diversification de la production vivrière. La présence de spécialistes cubains a été cruciale lors de l'introduction de la micro-irrigation, des semences et du matériel végétal amélioré au Cap-Vert.

Naturellement, les difficultés et les échecs n'ont pas manqué. Dans certains cas, la préparation insuffisante des équipes de coopération s'est traduite par leur rapatriement anticipé. Parfois, les barrières linguistiques ont nécessité le recours à des interprètes et une meilleure

formation /sélection des coopérants avant leur départ. Les gouvernements hôtes n'ont pas toujours été en mesure de s'acquitter de leurs obligations (logement, transport et soutien opérationnel).

En outre, il est arrivé que le personnel local remette en cause la pertinence de ces experts de l'étranger, notamment dans des cas où leurs rémunérations étaient très faibles par rapport aux traitements internationaux, mais restaient supérieures aux salaires locaux. Il arrive que le personnel des pays d'accueil estime que la priorité doit être accordée aux diplômés locaux dans l'allocation des ressources et des emplois. Autre question importante: la proportion de femmes dans les équipes de coopération tend à être très faible, et la connaissance du contexte culturel et des rôles spécifiques à chaque sexe est souvent limitée à la conception du projet, ce qui donne lieu à des actions peu sensibles au genre. Ces difficultés sont inhérentes à la démarche et doivent être réglées par un dialogue renforcé s'inscrivant dans la durée. La coopération Sud-Sud ne peut être développée en un jour et la FAO apprend par la pratique.

Les gouvernements s'enrichissent grâce aux expériences mutuelles. Ils font des concessions quant à la manière habituelle de procéder à l'échange d'expertise et de connaissances. Par exemple, ils détachent des « experts » internationaux (niveau maîtrise) et des « techniciens » (niveau Bac) à un coût très modéré.

Il existe un esprit de coopération Sud-Sud, fait d'altruisme, de volonté de rencontre et de

Quatre grands axes d'intervention

* Décideurs

Fournir un appui politique en amont
Niveau des politiques

* Experts

Promouvoir des réseaux/plateformes de connaissances
Niveau institutionnel

* Agents de développement

Faciliter l'échange de solutions de développement
Niveau communautaire

* Créer un environnement propice à la CSS

partage, de solidarité et de générosité entre partenaires à part entière. Cela simplifie grandement les choses et fait faire des économies. La coopération Sud-Sud est donc aussi une « bonne affaire » !

* Pour en savoir plus, contacter:

Festus Akinnifesi, Coopération Sud-Sud, FAO
Festus.Akinnifesi@fao.org
southsouthcooperation@fao.org
www.fao.org/southsouthcooperation/fr/



Des experts chinois réalisent une étude de base sur les marchés agricoles au Sénégal.

Les Clubs d'écoute Dimitra au Ghana : c'est parti !

Résultats prometteurs dans le district de Gonja ouest (région du Nord du Ghana), où 36 clubs d'écoute communautaires Dimitra (CEC) ont été mis en place dans quelque 18 communautés, depuis septembre 2013. Les résultats remarquables obtenus en peu de temps confirment une fois de plus que la dynamique des clubs Dimitra répond aux exigences des communautés et qu'elle fonctionne, quel que soit le contexte.

Dans la communauté de Soalepe, deux clubs d'écoute communautaires Dimitra ont vu le jour cette année, un pour les femmes et un pour les hommes. Tous deux en ont parfaitement saisi l'esprit et ont immédiatement commencé à mettre en pratique plusieurs des caractéristiques principales de cette approche, notamment la recherche de solutions à leurs problèmes et l'action.

Les deux clubs ont commencé par identifier leurs propres problématiques prioritaires et ont décidé d'analyser ces mêmes questions séparément, au sein de chaque club. A deux mois seulement de leur création, les clubs se réunissaient pour parler des premiers problèmes identifiés et trouvaient des solutions possibles à proposer au chef du village. Celui-ci a ensuite apporté son soutien et mobilisé le reste de la communauté.

En premier lieu, ils ont analysé deux questions relatives à l'assainissement jusqu'à ce qu'une décision soit prise: une journée de travail communautaire serait organisée pour nettoyer le village chaque dernier vendredi du mois. La solution a été immédiatement mise en pratique. Mais ce n'est pas tout: après avoir écouté une émission sur l'hygiène sur Radio PAD, radio partenaire, les deux clubs ont décidé d'enterrer les excréments, ce qui est plus hygiénique que de les laisser à l'air libre (le village est dépourvu de toilettes/latrines). Le chef du

village a montré l'exemple en construisant ses propres latrines, pour encourager les membres de la communauté à faire de même, s'ils en ont les moyens.

L'assainissement était également au centre des premières réunions des CEC à Bonyanto, un autre village du district. Dans cette communauté, les clubs des femmes et des hommes se sont mobilisés pour nettoyer leur village tous les quinze jours (un vendredi sur deux). Chaque membre est également encouragé à nettoyer sa propre concession.

Il ne s'agit que de quelques-uns des résultats des clubs d'écoute Dimitra créés dans le district de Gonja ouest dans le cadre de l'Initiative régionale de programmation de la FAO visant à Réduire la Pauvreté Rurale (PRI) au Ghana. Le processus a démarré en septembre 2013, avec le concours de l'ONG ACDEP (Association of Church-based Development Projects).

Les activités ont débuté par des sessions de sensibilisation dans les 18 communautés ciblées et par le recrutement par l'ACDEP d'un coordonnateur et de cinq animateurs habitant dans les communautés. Leur rôle principal consiste à fournir un accompagnement continu aux CEC. Des réunions sont organisées périodiquement pour suivre les progrès accomplis et passer en revue les succès, les enjeux, etc.

Il était également primordial de sensibiliser les habitants sur les principes directeurs des CEC Dimitra, tels que l'égalité hommes-femmes, l'inclusion sociale et la communication participative, et de renforcer les capacités en ce qui concerne la création et le fonctionnement des clubs. Cela a fait l'objet d'un atelier de formation de quatre jours, en octobre 2013, qui a également marqué le lancement officiel des activités (voir Bulletin Dimitra n°24). L'atelier a été suivi d'une série de sessions de formation décentralisées dans toutes les communautés.

Un club de femmes et un club d'hommes ont été créés dans chaque communauté. Dans certains villages, l'intérêt des femmes a été si important que la création d'un second club est envisagée. Les CEC se réunissent chaque semaine à la même heure. Les animateurs sont généralement présents.

Très vite, après des réunions initiales de nature plus logistique, les membres du CEC ont commencé à identifier les thèmes qu'ils

Beurre de charité à Bonyanto

A Bonyanto, les femmes ont discuté de nutrition et décidé que chacune ferait de son mieux pour offrir un petit déjeuner à ses enfants avant d'aller à l'école. Elles ont également réfléchi à une activité génératrice de revenus, et ont commencé à verser de petites cotisations pour acheter les matières premières servant à la production du beurre de charité. Elles ont désormais produit un petit lot et développeront la production si la vente marche bien. Elles envisagent d'ouvrir un compte bancaire pour y déposer leurs bénéfices et de créer un mécanisme de crédit qui permettrait à tout membre du club ayant besoin d'argent pour les soins médicaux, les frais de scolarité, etc. d'emprunter sur ce compte commun.

Les hommes se sont penchés sur la situation de la pauvreté et décidé qu'ils pouvaient faire certaines choses par eux-mêmes. Ils ont commencé par donner une contribution d'1 cedi ghanéen (1 dollar EU = environ 9,2 cedis ghanéens) toutes les deux semaines pour pouvoir acheter du matériel agricole.





Les femmes et les hommes membres des clubs d'écoute communautaires d'Alhassankura.

considéraient comme prioritaires. Dans les communautés où les clubs des femmes et des hommes discutent d'un même thème chacun de leur côté, les animateurs les encouragent à travailler ensuite ensemble. Normalement, après avoir débattu au sein de leur club de façon séparée, les membres du comité de modération des deux clubs présentent leurs discussions et propositions au chef et/ou aux anciens du village.

L'accès à l'information étant crucial dans l'approche des CEC Dimitra, chaque club a reçu un poste de radio solaire pour permettre à ses membres d'écouter ensemble les émissions de radio et de discuter des thèmes d'intérêt commun.

Radio PAD, la seule radio communautaire présente dans la région, est le partenaire privilégié des CEC pour lesquels elle diffuse un programme hebdomadaire, le mercredi de 19h30 à 20h30. Le choix de ce créneau s'est fait sur la base des avis recueillis auprès des communautés, tant pour ce qui concerne l'horaire que le contenu des programmes. Les programmes examinent les thèmes identifiés par les communautés, et visent à offrir aux auditeurs des informations fiables et pertinentes. Par exemple, en invitant un spécialiste à s'entretenir sur un thème précis ou en interviewant les membres de la communauté sur leurs activités. Les auditeurs ont également la possibilité d'intervenir durant l'émission en posant des questions et de réagir aux informations fournies, encourageant ainsi un processus de communication dans les deux sens.

Chaque club a également été doté d'un téléphone portable afin d'être connecté en flotte

grâce à une collaboration avec l'opérateur téléphonique Vodafone, ce qui garantit la gratuité des communications entre les clubs et leurs partenaires. Cela permet aussi aux membres de tisser des liens entre eux, d'échanger des informations et des expériences et d'interagir avec la radio locale et d'autres acteurs locaux.

Les communautés sont parfaitement conscientes du fait qu'elles doivent choisir des problèmes et enjeux pouvant être résolus par leurs propres moyens. Elles savent qu'il est important d'analyser ensemble tous les aspects du problème et ses solutions. Au fond, l'essentiel est d'être unis et de pouvoir compter sur ses propres forces pour ne pas dépendre d'une aide extérieure. Une communauté dynamique qui obtient des résultats par elle-même suscite davantage l'intérêt des partenaires de développement potentiels. C'est ce qui fait la force de l'approche des CEC Dimitra en tant que processus de mobilisation sociale par et pour les populations.

Les communautés de la région du Nord sont habituées aux projets ou initiatives qui distribuent de l'argent, du crédit ou des machines. L'approche CEC Dimitra renforce les populations en leur donnant les moyens d'être plus critiques, de planifier de nouvelles actions de développement et de rechercher des partenariats, plutôt que de se contenter d'en être les 'bénéficiaires'. Ce changement de mentalité n'est pas toujours facile mais, petit à petit, les communautés embrassent l'idée de se débrouiller par leurs propres moyens!

Une sécurité accrue pour les enfants de Soalepe

Dans la communauté de Soalepe, les habitants étaient très inquiets que leurs enfants, en particulier les plus jeunes, empruntent la rue principale très fréquentée et dangereuse pour aller à l'école. Ils ont donc décidé de construire une école maternelle à proximité, avec la collaboration des hommes et femmes du village. Parallèlement, ils ont présenté une requête au District pour bénéficier des services d'un enseignant. En attendant l'issue, un enseignant volontaire s'est offert et a pu bénéficier d'une formation pédagogique de base à Damongo. En échange, les villageois l'aideront à travailler sa terre. Suite à ces initiatives des CEC, le chef du village a alloué une parcelle au club d'écoute pour y construire une structure permanente plus grande, une fois que l'enseignant officiel aura été nommé par le District. Les CEC de Soalepe ont aussi examiné les prochaines étapes et identifié des points à discuter. Il s'agit notamment d'augmenter les activités agricoles, pour les hommes, et de se lancer dans la production et la commercialisation du beurre de karité, pour les femmes. Avec les recettes dégagées, les femmes comptent verser des cotisations pour l'achat d'un moulin broyeur. Comme réalisation importante des CEC, les clubs de femmes comme les clubs d'hommes ont cité l'unité et la collaboration au sein du village.

✿ Pour en savoir plus, contacter:
Christiane Monsieur, FAO-Dimitra
christiane.monsieur@fao.org

République démocratique du Congo | un chef coutumier parle des clubs d'écoute Dimitra

Joseph NGWANGWA ONOBAISO, Grand Chef Coutumier de la Chefferie des Kombe, rappelle les effets positifs que les Clubs d'écoute communautaires Dimitra ont eus sur les populations de sa chefferie. Nous reprenons ici l'allocation qu'il a prononcée à l'occasion de la visite en Province Orientale (RD Congo) d'une délégation FAO-FIDA-Ministère de l'Agriculture. Cette délégation s'était rendue dans le district de la Tshopo pour voir les résultats obtenus par le projet «Clubs d'écoute, lutte contre la pauvreté, genre et sécurité alimentaire», exécuté par la FAO sur un financement du FIDA et du Gouvernement de la RD Congo. Ce projet fait partie des activités qui ont conduit à l'attribution le 6 juin 2014 du Prix d'excellence 2014 pour la collaboration entre la FAO et le FIDA en RD Congo.

«Permettez-nous de rendre grâce à Dieu et de remercier le Chef de l'Etat pour avoir fait en sorte que le District de la Tshopo en général, ma chefferie en particulier, puisse bénéficier de deux projets, notamment le Programme de réhabilitation de l'agriculture (PRAPO) et celui des Clubs d'écoute. Nous tenons aussi à remercier la FAO pour son choix judicieux et modeste de placer à la tête du Projet des Clubs d'écoute Monsieur ASTER BASHIGE, comme Coordinateur. Un homme humble, intègre et adapté au monde rural.

Les Clubs d'écoute communautaires sont nés l'année 2013 à l'issue d'une consultation populaire à travers l'état de lieux dans les communautés par l'équipe de la coordination du projet de l'INADES et six animateurs.

Après les entretiens, la communauté a commencé à s'auto-structurer. Cette attitude a motivé les Responsables du projet à organiser une formation décentralisée pour et dans la communauté: une approche de différence. La formation terminée, quelques appuis ont vite suivi: appui-conseil, radios solaires, vélos, bulletins, quelques outils aratoires ...

Au bout de deux à trois mois, les Clubs d'écoute communautaires Dimitra sont passés aux actions qui ont commencé à me séduire et qui me poussent aujourd'hui à déclarer que les Clubs d'écoute sont une approche exceptionnelle et différente des précédentes qui étaient fondées sur l'attentisme, le faire-pour tandis que les Clubs d'écoute initient la communauté à se prendre elle-même en charge. Loin d'être fanatique du Projet Clubs d'écoute, je préfère être pragmatique pour justifier ma prise de position comme le prouvent les données qualitatives et quantitatives du terrain qui suivent:



Chef Joseph au milieu des villageois.

© Christiane Monsieure



A YABOTIANONGO, le Club d'écoute pérennise les acquis du PRAPO en assainissant l'espace autour du puits. De même, il a capitalisé la semence d'arachide obtenue par métayage de l'Organisation de producteurs agricoles (OPA). Dans le cadre de la mobilisation sociale, les Clubs d'écoute de Yabotianongo et Yambete se sont ralliés à l'organisation des jeunes «AMIJEYA» pour les travaux de terrassement au P.K 9 à Yankeleli.

Quant à l'impact lié à l'amélioration de l'environnement physique, le club d'écoute communautaire «MOSALA NDE ELOBA» de YAISONGE, a entretenu deux km de route de desserte agricole en l'espace de deux mois, avec des moyens propres. Encore dans ce domaine, le Club d'écoute «TOMBOLA MBOKA» de Tongombe entretient 7 km axe Yabongengo et les travaux avancent.

Par rapport au genre, les jeunes s'impliquent dans les Clubs d'écoute et les femmes sont aux instances de prise de décision. Elles aspirent à postuler à l'élection locale pour la conseilillerie, ce qui prouve l'émergence du leadership féminin.

Dans les travaux des ménages, la division traditionnelle du travail qui pèse sur la femme commence à changer par l'intervention de l'homme, notamment avec l'allègement de «l'horloge de la femme».

Le Club d'écoute communautaire «LIBOSO MOSALA» de Yalosuna vient de réaliser plusieurs initiatives nouvelles en creusant un étang piscicole, en créant un Centre d'alphabétisation et un poulailler, malheureusement décimé par une épidémie.

Quant à la participation et mobilisation sociale, le résultat n'a pas tardé à tomber : le 19 avril 2014, les huit Clubs d'écoute communautaires de l'axe Yalosuna, avec l'animateur communautaire et en présence du Coordinateur du Projet, ont fait jeton de présence et versé 156.000 Francs congolais (170 USD) à la caisse de solidarité pour la prise en charge des malades frappés par la maladie du sommeil.



© Christiane Monsieur

Enfin, pour justifier mon point de vue qui montre une démarcation du Projet Clubs d'écoute des autres pendant la Formation décentralisée des Clubs d'écoute communautaires tenue à Yalosuna, un module m'a été confié pour le partage avec les participants intitulé «Bonne gouvernance», moi comme partenaire étatique.

Les données ci-haut prouvent à suffisance que non seulement la communauté a adhéré massivement à l'approche des Clubs d'écoute, mais qu'elle s'en est appropriée, et s'autonomise grâce à l'approche.

Les effets énumérés nous poussent à formuler les recommandations et suggestions à vous soumettre :

✳ **FAO** : poursuivre la formation décentralisée aux Clubs d'écoute nouvellement mis en place : cas de Bula, Tongombe, Yaisonge tout en mettant à leur disposition un vélo pour le déplacement.

✳ **Tous** : assurer un appui technique et matériel aux Clubs d'écoute en fonctionnement, en vue d'un centre d'alphabétisation, pour l'élevage et la lutte contre les épidémies, des étangs piscicoles et les routes de desserte agricole déjà amorcées par les communautés.

✳ **Au FIDA** : collaborer avec le gouvernement de la RD Congo pour signer un autre contrat de financement du Projet pour les Clubs d'écoute car PRAPO ayant fermé ses portes et le projet

des Clubs d'écoute se termine fin juin 2014. Ne dit-on pas qu'un enfant sevré prématurément subi une croissance lente et court les risques de s'évanouir ?

✳ **Au Gouvernement** : poursuivre le lobbying de la Communauté de la Tshopo et d'Isangi aux instances de prise de décisions afin de leur affecter des projets pour réaliser la vision du Chef de l'Etat, car Tshopo, à travers Isangi, est une communauté dynamique et mobilisable. Elle ne vous décevra jamais.

Que vive la RDC
Que vive la Province Orientale
Que vive la Tshopo
Que vive le Territoire d'Isangi
Au nom de la chefferie des KOMBE
Je vous remercie ! »

Joseph NGWANGWA ONOBAISO
Grand Chef Coutumier

✳ **Pour en savoir plus, contacter :**

Aster Bashige, FAO-Dimitra
aster.bashige@fao.org
+243-99-1858834

Christiane Monsieur, FAO-Dimitra
Christiane.monsieur@fao.org

« Transformer l'impossible en possible »

RUTH OJAMBO OCHIENG est une leader africaine qui milite pour les droits des femmes, en particulier dans des situations où celles-ci sont touchées par des conflits armés. Elle travaille depuis de nombreuses années pour Isis -Women's International Cross Cultural Exchange (Isis-WICCE). Basée à Kampala (Ouganda), cette organisation utilise différentes stratégies créatives pour générer et partager l'information et les connaissances afin de permettre aux femmes de développer leur potentiel de leadership et de participer aux processus décisionnels.

Quel est votre parcours ? Comment en êtes-vous arrivée à travailler pour Isis-WICCE ?

J'y suis entrée lorsqu'Isis-WICCE a déménagé en Afrique dans le but de faire entendre la voix des femmes africaines auprès de la communauté internationale, en 1995.

J'ai commencé à travailler comme coordonnatrice de la communication et de la documentation. Je partageais les valeurs de l'organisation – travailler pour les plus vulnérables, essayer d'accroître la visibilité des plus marginalisés. Ce sont les mêmes valeurs avec lesquelles j'ai grandi et compris que c'est ainsi que l'humanité devrait vivre.

J'ai grandi dans l'Est de l'Ouganda rural. Dans une famille qui respectait toutes les vraies valeurs humaines: l'équité, la justice et l'égalité; une famille qui reconnaissait que nous sommes tous des êtres humains. Je me souviens que mes parents disaient «on ne peut pas être heureux si notre voisin ne l'est pas». J'ai grandi avec comme valeur essentielle le partage, et en portant mon attention sur ceux qui n'ont pas eu la même chance que moi. Mon

père et ma mère ont beaucoup insisté sur notre éducation. Cela a eu un fort impact sur ce que je voulais faire et réussissais à faire (...).

Ainsi, quand j'ai commencé à travailler en 1995, mes collègues et moi, nous essayions de comprendre comment l'organisation pouvait contribuer à faire entendre la voix des femmes africaines dans le débat mondial. (...) Nous nous sommes rendu compte que personne ne connaissait la vie des femmes dans les situations de conflits. Et en tant que femme ayant vécu toute la période d'Idi Amin Dada dans une telle situation, il était naturel pour moi de penser qu'il fallait faire entendre la voix des femmes africaines.

Les hommes écrivent des livres et se décrivent comme des héros et il n'y a qu'une petite ligne sur les femmes alors que ce sont elles qui subissent la plupart des violences. Elles sont violées, elles sont déplacées. De sorte que lorsqu'Isis-WICCE a décidé de travailler dans le domaine des «femmes, de la paix et de la sécurité», en 1995, après Beijing, c'était tout à fait en phase avec mon expérience de vie. Sous la dictature d'Amin Dada, nous devions fuir constamment, nous perdions nos proches. Lorsqu'il a été chassé du pays, je venais d'avoir mon premier enfant et nous avons dû quitter Kampala avec mon mari. (...) Mon frère est aussi mort durant cette période. Le conflit armé était partout, ma vie, mon ménage et les communautés avec lesquelles je vivais, nous étions tous au cœur du conflit.

Quelles activités avez-vous mis en œuvre à cette époque ?

Nous avons démarré l'initiative 'faire entendre les voix des femmes rurales'. Nous avons étendu le centre de documentation hors des quatre murs de notre bâtiment et sommes allés sur le terrain à la rencontre des femmes, pour recueillir leurs récits – les bons, les moins bons et les horribles mauvais. Nous voulions empêcher qu'elles soient considérées seulement comme des victimes; nous tenions à montrer leur force intérieure! Cela nous a incités à documenter ces récits. Elles ont tant à raconter sur la guerre, sur ce qu'elles ont fait et que personne d'autre n'a fait. Isis-WICCE est fière d'être l'organisation qui a fait tomber les barrières de la recherche grâce à l'idée d'utiliser des méthodes de recherche différentes sur les femmes dans les conflits, en partageant leurs vies. Pour leur faire exprimer la violence et être capables de découvrir comment elles ont utilisé leur pouvoir intérieur pour transformer l'impossible en possible.

C'est ainsi que nous nous sommes aperçus que cela ne servait à rien de parler d'elles sans faire le lien entre la recherche et la guérison. Nous avons eu une autre idée. La guérison des femmes nécessitait surtout que l'on traite à la fois leur corps, leur esprit et leur âme. Il est impossible d'accroître le pouvoir des femmes avec ces antécédents: il faut d'abord les guérir. Nous avons donc inventé 'l'intervention médicale d'urgence' qui s'appelle désormais 'Guérir le corps, l'esprit et l'âme'. Nous avons dit aux médecins: «nous n'avons pas d'argent pour faire venir ces femmes dans vos cliniques, c'est vous qui devez aller dans les communautés rurales pour comprendre ce qu'elles vivent et ce qu'elles ont à dire». Nous sommes allés travailler avec les médecins dans les zones rurales. Il s'agissait de psychologues et de psychiatres, et naturellement des chirurgiens, pour analyser la situation et identifier les femmes ayant besoin d'être opérées et qui étaient ensuite transférées dans des centres de santé adéquats. Cette expérience a transformé la manière de travailler de ces médecins. Ils ne regardent plus leurs patients uniquement d'un point de vue médical, mais ont pris conscience des questions sociales. (...)



“ On ne sera jamais heureux si notre voisin ne l'est pas. ”



Ruth Ochieng (à gauche) à l'inauguration d'une maison remise à une veuve sans logement (District de Kasese, Ouganda).

Grâce au succès de l'initiative en Ouganda, nous avons pu obtenir des fonds des Objectifs du Millénaire pour le développement du Gouvernement des Pays-Bas. Cela nous a permis de répliquer ce modèle au Libéria et au Soudan du Sud, avec succès. (...) Après avoir entendu toutes ces femmes, nous avons réfléchi à ce qu'elles pourraient faire. En Ouganda, par exemple, celles qui avaient reçu un traitement et une formation sont retournées dans leur communauté et ont ouvert leur propre organisation communautaire! Les personnes qui transforment véritablement les vies des femmes dans les situations de conflits, ce sont les femmes leaders au niveau de la communauté. En Ouganda, elles ont mobilisé et organisé les femmes pour devenir des bâtisseurs de la paix au niveau du village et du district. Cela a eu un impact significatif au niveau national, car elles ont largement contribué au processus de paix de Juba (2006-2008), puis au plan de reconstruction national. Nous avons analysé le plan pour comprendre s'il respectait les besoins des femmes. Ces femmes ont fait le suivi des activités du Gouvernement ougandais, les mesures prises pour la guérison des femmes, leur émancipation économique et leur participation au processus de paix. (...)

Certaines d'entre elles ont fait partie des administrations locales. Certaines sont devenues gouverneures au niveau local! Certaines ont même été élues Membres du Parlement de l'Ouganda! (...) Au Soudan du Sud, nous avons formé 50 femmes pendant deux ans et demi, et 16 d'entre elles sont devenues députées au niveau national ou des états. (...)

Que peuvent espérer les femmes pour l'avenir en Afrique?

L'avenir est entre les mains des femmes. Nous avons vu les organismes locaux, nationaux et internationaux arriver avec des instruments formidables comme la Résolution de l'ONU 1325 (sur les femmes, la paix et la sécurité), mais ce que nous ne voyons pas, c'est comment ceux qui sont au pouvoir assurent leur mise en œuvre. Dans le cas de la Résolution 1325, de nombreux pays ont déclaré que c'est le moyen d'améliorer la participation des femmes au processus de paix, mais jusqu'à présent, les femmes ne sont toujours pas assises à la table des négociations!

Nous voulons un avenir dans lequel les femmes de tous horizons (universitaires, militantes, techniciennes du gouvernement, défenseuses des droits de l'homme...) aient une place, un avenir dans lequel elles peuvent identifier ensemble les lacunes des processus de paix car les femmes et les hommes n'ont pas la même perception de la paix. Les hommes semblent considérer qu'instaurer la paix veut dire « cessons les combats, reconstruisons ce que nous avons détruit en termes d'infrastructures, partageons le pouvoir », mais l'édification de la paix ne fonctionne que si l'intervention est holistique, en mettant les femmes les plus touchées au cœur de la réponse, en prenant en compte les dimensions sociales et culturelles.

Quels sont pour vous les principaux défis à surmonter?

Le plus grand défi est que je ne vois pas les plus défavorisés tirer le moindre avantage des débats à l'échelle internationale.

Les tendances individualistes et le manque de responsabilisation aux différents niveaux sont aussi des problèmes. Comment peut-on oser s'approprier l'argent du gouvernement et ne pas affecter les fonds là où ils sont destinés ?

Naturellement, un défi important est le financement des organisations de femmes à la base qui ont déjà du mal à recruter des membres! Vous finissez par travailler sans relâche parce que les donateurs veulent que vous montriez que vous avez accompli ce que vous étiez censés faire, même s'ils n'ont aucune idée des problèmes que vous rencontrez. (...) En fait, ce sont les ONG et les organisations communautaires qui font l'essentiel! Il faut le dire: elles ont besoin d'un soutien financier à plus long terme.

A un niveau personnel, un engagement comme le mien ne laisse pas beaucoup de temps pour la famille, les enfants, et si vous n'avez pas un époux compréhensif, cela peut même semer la zizanie au sein de votre ménage! Je suis si heureuse d'avoir un mari qui est aussi un défenseur des droits humains et qui comprend pourquoi nous faisons ce travail. Il m'est d'un grand soutien!

Enfin, si nous n'avions pas un personnel compétent et dévoué à Isis-WICCE, nous n'aurions jamais pu atteindre les milliers de personnes que nous avons touchées en Afrique.

* Pour en savoir plus, contacter:
isis@starcom.co.ug
www.isis.or.ug

Année internationale de l'agriculture familiale 2014

Le rôle des petits agriculteurs – hommes et femmes – dans la sécurité alimentaire et le développement durable

Dans le monde en développement comme dans les pays développés, l'agriculture familiale est la forme d'agriculture prédominante. L'Assemblée générale de l'ONU a proclamé 2014 Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) en raison du rôle central de celle-ci pour la sécurité alimentaire et la nutrition. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a été invitée à faciliter la mise en œuvre de l'Année internationale en collaboration avec les partenaires concernés. Cette célébration offre l'occasion de rendre hommage à la contribution essentielle des femmes au développement rural.

L'agriculture familiale pourrait être une partie importante de la solution pour libérer le monde de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition. En Afrique, par exemple, les agriculteurs familiaux exploitent 62% des terres cultivées, tandis que plus de 500 millions d'exploitations agricoles familiales assurent au moins 56% de la production agricole mondiale.

Qu'est-ce que l'agriculture familiale ?

Les familles partagent tout. Elles partagent leur espace vital et leurs repas. Elles partagent leurs aspirations, leurs rêves, leurs succès, leurs échecs. Dans toutes les régions du monde, les familles d'agriculteurs tirent profit du partage de la charge de travail.

L'agriculture familiale englobe toutes les activités agricoles reposant sur la famille, en relation avec de nombreux aspects du développement rural. Elle permet d'organiser la production agricole, forestière, halieutique, pastorale ou aquicole, fondée essentiellement sur de la main-d'œuvre familiale, hommes et femmes.

Messages clés de l'Année internationale de l'agriculture familiale :

- L'agriculture familiale est la principale forme d'agriculture dans les pays développés comme les pays en développement
- Les agriculteurs familiaux sont un élément important de la solution pour libérer le monde de la pauvreté et de la faim
- L'agriculture familiale contribue au développement durable

Faits et chiffres

- Il y a plus de 500 millions de fermes familiales dans le monde
- Elles constituent plus de 98% de toutes les exploitations agricoles
- Elles assurent au moins 56% de la production agricole sur 56% des terres

Pourcentages des terres agricoles cultivées par les agriculteurs familiaux selon les régions du monde (moyennes régionales) :

- 85% en Asie
- 62% en Afrique
- 83% en Amérique du Nord et Centrale
- 68% en Europe
- 18% en Amérique du Sud

Bien que les femmes produisent les cultures vivrières et assurent l'alimentation de leur famille, elles sont beaucoup plus touchées par la faim et la pauvreté que les hommes. Cela est essentiellement dû aux inégalités profondément ancrées entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès aux ressources, aux services et aux décisions. Ces inégalités empêchent les femmes rurales de contribuer pleinement aux opportunités de développement et d'en bénéficier, sur un pied d'égalité avec les hommes.

Si des politiques adéquates sont mises en place et que les femmes autant que les hommes ont les mêmes possibilités de satisfaire leurs besoins et leurs aspirations, les agriculteurs et agricultrices pourront alors mieux contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie, pour eux-mêmes, et pour les générations à venir.

Proclamation de l'Année internationale de l'agriculture familiale en 2014

L'agriculture familiale étant indissociable de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'environnement durable, l'Assemblée générale de l'ONU a proclamé 2014 « Année internationale de l'agriculture familiale » (AIAF) avec pour thème « Nourrir le monde, préserver la planète ». La FAO a été invitée à servir de chef de file pour sa mise en œuvre, en collaboration avec les gouvernements, les organismes internationaux de développement et du système des Nations Unies, les agriculteurs et agricultrices,

les organisations paysannes et autres organisations de la société civile.

« Les exploitations agricoles familiales gèrent les ressources naturelles de façon durable, ce qui s'explique en partie par la volonté de la famille de transmettre la ferme à la génération suivante, d'où l'intérêt à faire un usage durable des ressources et à conserver la biodiversité, les savoirs autochtones et traditionnels » souligne Marcela Villarreal, Directrice du Bureau FAO des partenariats, des activités de plaidoyer et du renforcement des capacités.

Principaux buts et objectifs

L'objectif de l'AIAF 2014 est de remettre l'agriculture familiale au centre des politiques agricoles, environnementales et sociales dans les programmes d'action nationaux, en identifiant les lacunes à combler et les opportunités offertes afin de favoriser la transition vers un développement plus équitable et plus équilibré. « D'ici la fin de l'année, nous aurons mieux cerné les besoins des agriculteurs et agricultrices, ce qui nous permettra d'intégrer ces informations aux processus de formulation des politiques pour mieux soutenir l'agriculture familiale à l'avenir » poursuit Marcela Villarreal.

L'AIAF a quatre objectifs clés: 1) soutenir l'élaboration de politiques favorables à une agriculture familiale durable; 2) améliorer la diffusion des connaissances, la communica-



tion et la sensibilisation du public sur l'agriculture familiale, la petite agriculture et la pêche artisanale ainsi que leurs contributions (effective et potentielle/inexploitée) à la sécurité alimentaire, à l'amélioration de la nutrition et à la lutte contre la pauvreté; 3) mieux comprendre les besoins, le potentiel et les contraintes de l'agriculture familiale, et garantir un soutien technique; et 4) créer des synergies pour renforcer le développement durable.

L'AIAF 2014 favorisera le dialogue, les consultations et la coopération aux niveaux national, régional et mondial, pour mieux faire connaître et comprendre les défis qu'affrontent les petits exploitants – hommes et femmes – et définir des moyens efficaces de soutenir l'agriculture familiale.

Elle offrira également l'occasion de reconnaître l'immense contribution des femmes au développement agricole, à la sécurité alimentaire et à la nutrition en milieu rural.

« Les femmes rurales sont la cheville ouvrière de l'agriculture familiale et des ménages ruraux dans le monde entier. Il faut leur donner la capacité d'agir et d'être reconnues comme des acteurs essentiels du développement rural » soutient José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO.

Lors des conférences et dialogues qui se sont tenus jusqu'à présent à l'échelle régionale, l'égalité entre les sexes a été considérée comme cruciale dans l'agriculture familiale et la petite agriculture. Par exemple, le Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a organisé une réunion spéciale (28 avril, Santiago, Chili) sur « les femmes dans le cadre de l'Année internationale de l'agriculture familiale 2014 ». Le but était d'établir un programme commun d'émancipation des femmes rurales comme cadre de référence en vue de la 33^{ème} Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Parallèlement à la Journée internationale des femmes rurales et à la Journée mondiale de l'alimentation 2014, le Bureau régional d'ONU Femmes pour l'Afrique orientale et australe, en partenariat avec la FAO, le FIDA (Fonds international pour le développement agricole) et le PAM (Programme alimentaire mondial), organise un Salon des technologies au service des femmes rurales pour une agriculture familiale productive, qui se déroulera à Nairobi (Kenya) du 15 au 17 octobre 2014. La manifestation offrira l'occasion de partager les techniques et innovations susceptibles d'aider les petites exploitantes agricoles.

L'agriculture familiale et la petite agriculture sont une source importante de revenus et d'emplois pour la majorité des populations rurales pauvres. Loin d'être une simple forme d'agriculture, c'est avant tout un mode de vie qui préserve les savoirs traditionnels, tout en contribuant à une alimentation équilibrée, à la préservation de la biodiversité agricole et à l'utilisation durable des ressources naturelles.

Communication et médias communautaires au service de l'agriculture familiale – L'AMARC et la FAO se mobilisent pour faire entendre la voix des petits exploitant-e-s

Dans le cadre de l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF), la FAO et l'AMARC (Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires) ont lancé une campagne de sensibilisation visant à augmenter la contribution cruciale de l'agriculture familiale au développement rural durable, et à améliorer l'accès à l'information et à la communication comme droit fondamental pour la valorisation et l'émancipation des femmes et des hommes du monde rural. La campagne se poursuivra tout au long de l'année en mettant les populations rurales au centre des débats de l'AIAF et en garantissant leur participation et leur intégration par le partage d'informations, des savoirs traditionnels et des meilleures pratiques.

Un des principaux objectifs de l'AIAF est de renforcer les connaissances, la communication et la prise de conscience du public sur l'importance de l'agriculture familiale dans la réduction de la pauvreté rurale et l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Force est de constater que dans les zones rurales où vivent les agriculteurs familiaux les plus pauvres du monde, la communication participative et les réseaux sociaux sont des moyens puissants permettant de faciliter le changement social, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des populations.

En conséquence, dans le cadre de l'AIAF et de l'initiative « Communication et médias communautaires au service de l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire », la FAO et l'AMARC ont lancé une campagne de sensibilisation destinée à accroître la contribution de l'agriculture familiale au développement rural durable, et à reconnaître l'accès à l'information et à la communication comme un droit fondamental pour l'émancipation des femmes et des hommes ruraux.

« L'AIAF est une excellente occasion pour les représentants des gouvernements d'entendre les messages des communautés et d'entrer directement en contact avec ceux qui combattent chaque jour la faim, la malnutrition et la pauvreté » fait remarquer Ibrahim Coulibaly, Ambassadeur spécial pour l'AIAF, dans un entretien diffusé par YenKasa Afrique durant la 28^{ème} session de la Conférence régionale pour l'Afrique.

L'initiative FAO-AMARC a mis sur pied une série d'émissions et d'interviews radiophoniques liées aux consultations régionales de l'AMARC, aux conférences et dialogues régionaux de la FAO et aux divers événements de la société civile organisés de par le monde. Elle contribuera ainsi à favoriser le dialogue entre

les institutions, les organisations et les petits exploitants agricoles et à faire entendre les voix des populations rurales par le biais des radios communautaires et des plateformes FAO-AMARC en Afrique (YenKasa Afrique), en Amérique du Sud (Onda Rural) et en Asie (ComDev Asia).

« Les communautés et les organisations doivent avoir un dialogue horizontal et mettre en place des mécanismes de communication afin de faire circuler l'information des communautés aux institutions et vice-versa, pour bâtir un processus de développement plus démocratique » déclare Juan Carlos Ortega, Coordonnateur de projet à la Fondation Agrecol Andes (Bolivie), dans une interview réalisée lors du premier Dialogue régional de la FAO sur l'agriculture familiale à Santiago du Chili (octobre 2013).

Les programmes sont diffusés en anglais, espagnol et français, et les plateformes médias régionales sont encouragées, aux côtés des membres de l'AMARC, à transmettre dans les langues locales.

Au nombre des messages clés de cette initiative figurent:

- La contribution de l'agriculture familiale à l'éradication de la faim
- Le rôle de la communication et des médias communautaires dans l'agriculture familiale, et comme moteur de changement social en milieu rural
- Les Dialogues régionaux de la FAO sur l'agriculture familiale et l'importance des partenariats pour la sécurité alimentaire

* Pour en savoir plus:
Mario Acunzo, Mario.Acunzo@fao.org
Chargé de communication pour le développement, FAO (OPCA)
AMARC, www2.amarc.org
Année internationale de l'agriculture familiale, www.fao.org/family-farming-2014/en/

Plateforme YenKasa Afrique

Promouvoir le dialogue

Le 12 Mars 2014, une nouvelle plateforme de communication pour le développement nommée YenKasa Afrique a été lancée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et l'Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires (AMARC). La plateforme vise à améliorer les connaissances et le partage d'expériences en matière de communication appliquée au développement rural en Afrique, lequel englobe l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et les secteurs de la pêche.

Aujourd'hui encore, des millions d'hommes et femmes en Afrique n'arrivent pas à faire entendre leur voix malgré l'abondance des nouveaux moyens d'information. La majorité des médias sont placés sous la tutelle des gouvernements locaux. Cependant, on assiste depuis une vingtaine d'années à une croissance exponentielle des radios communautaires. Selon un rapport de l'AMARC, en 1985 on comptait moins de 10 stations indépendantes sur l'ensemble du continent africain. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud à elle seule compte plus de 150 radios communautaires, et d'autres pays sont en passe de la rejoindre.

Les radios communautaires en Afrique jouent un rôle central pour encourager la participation citoyenne, promouvoir l'information locale, mais aussi favoriser tout processus d'éducation et de développement rural. Elles constituent souvent le seul média disponible et accessible dans des pays aux infrastructures peu développées, où l'électricité est rare et l'analphabétisme important. Les radios communautaires sont souvent soumises à des pressions politiques. Certaines d'entre elles ne vivent que de l'appui des bailleurs de fonds étrangers dès lors qu'elles ont du mal à générer localement les moyens nécessaires à leur survie et qu'elles sont victimes du désintérêt du pouvoir politique.

C'est dans ce contexte que la FAO et AMARC ont lancé YenKasa Afrique, Plateforme régionale de communication pour le développement, avec pour objectif d'améliorer les connaissances et le partage d'expériences en matière de communication pour le développement rural en Afrique.

YenKasa

YenKasa est une expression Akan originaire du Ghana qui signifie 'Parlons ensemble/ Dialoguons'. L'expression met l'accent sur la nécessité de réfléchir ensemble, dans un processus de dialogue social, afin d'identifier et résoudre les principaux défis auxquels les communautés sont confrontées. En effet, tout programme de développement rural nécessite la participation effective des populations bénéficiaires à la conception et à la réalisation des projets qui les concernent. Dans ce cadre, la communication pour le développement va bien au-delà d'un simple processus de diffusion d'informations et cherche à prioriser le partage des connaissances communautaires et à amplifier la voix des



hommes et femmes des communautés locales.

YenKasa Afrique considère les thématiques suivantes comme des piliers pour le développement rural en Afrique et donc pour la plateforme: gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique, égalité entre les hommes et les femmes, réduction des risques de catastrophes, sécurité alimentaire et nutritionnelle, innovation agricole et accès à l'information via les Technologies de l'information et de la communication (TIC). En outre, dans le cadre de l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF 2014), YenKasa Afrique a mis en place une section entièrement consacrée à cette question.

Qu'offre la plateforme YenKasa Afrique ?

YenKasa Afrique offre un accès à un grand nombre de ressources utiles et favorise l'interaction en ligne entre les membres de la communauté. La plateforme, mise à jour chaque semaine, met à disposition une vaste collection d'articles centrés sur les projets, stratégies et méthodologies relevant de la communication pour le développement (ComDev), ainsi que sur les initiatives en faveur de l'agriculture et du développement rural en Afrique.

En outre, la plateforme a mis en place une galerie multimédia contenant des fichiers audio, photos et vidéos liés aux activités ComDev, avec notamment des interviews de petit(e)s exploitant(e)s et de radios communautaires. Une série de forums virtuels centrés sur le rôle

de la communication et des médias communautaires pour promouvoir l'agriculture familiale sera bientôt mis en œuvre sur la page Communauté ComDev. Les publications et d'autres manuels techniques concernant les projets de communication pour le développement sont également disponibles. Une carte présentée sur le site reprend les organisations rurales, les radios communautaires et les instituts universitaires qui appliquent en Afrique des stratégies de communication pour le développement.

Enfin, YenKasa Afrique inclut une section 'Campagne agriculture familiale' créée dans le cadre de l'Année internationale de l'agriculture familiale, où il est possible de trouver des documentaires vidéo, des fichiers audio et des publications qui soulignent le rôle central que les petit(e)s agriculteurs et agricultrices jouent dans l'éradication de la faim et le développement rural en Afrique.

YenKasa Afrique encourage fortement toutes les radios communautaires, les professionnels des médias, ainsi que les organisations régionales de la société civile à s'impliquer et à contribuer au dialogue sur la plateforme.

* Pour en savoir plus, contacter :
AMARC : secretariat@si.amarc.org
ComDev FAO : ComDev@fao.org

La société civile participe à l'élaboration des Directives volontaires pour garantir des pêches artisanales durables

Un processus participatif de consultation et d'élaboration conduit en 2011-13 a permis à une variété d'acteurs du monde entier de partager leurs préoccupations, opinions et besoins en ce qui concerne le développement durable des pêches artisanales. Ce processus a vu la participation de plus de 4 000 intervenants originaires de 120 pays au sein de consultations régionales organisées d'une part par la FAO et, d'autre part, par les organisations de la société civile dans plus de 20 pays.

L'ancien proverbe latin «*Nomen est omen*» («le nom est un présage») semble approprié lorsqu'on parle de pêche artisanale. Cette activité évoque encore des images romantiques de bateaux de pêche traditionnels dans de petits ports pittoresques ou le long de plages exotiques.

Or, le secteur est dynamique, il représente la moitié du poisson pêché par les pays en développement, emploie plus de 90% des pêcheurs de capture (ressources vivantes présentes naturellement dans le milieu marin ou en eau douce) dans le monde, et est source indirecte d'emploi pour des millions d'autres personnes. On ne peut donc que souligner la contribution capitale des pêches artisanales au développement, à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'éradication de la pauvreté. Pourtant, malgré ces chiffres impressionnants, les petits pêcheurs – hommes et femmes – et leurs communautés sont souvent exclus des processus décisionnels et marginalisés dans les débats de développement.

Au terme d'un processus consultatif sur comment concilier pêche responsable et développement social, en 2011, le Comité des pêches de la FAO (COFI) a préconisé la mise au point d'un instrument international. Ces Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (Directives PAD) seront le premier instrument consacré entièrement à la pêche artisanale.

Le rôle des organisations de la société civile (OSC)

Les Directives sont à caractère volontaire, axées sur les besoins des pays en développement et des artisans pêcheurs opérant en mer et dans les eaux intérieures. Leur but est de donner des orientations et d'établir des principes et critères visant à contribuer à une pêche artisanale durable. Elles s'inscrivent dans une démarche fondée sur les droits humains au profit des artisans pêcheurs -hommes et femmes-, des travailleurs de la pêche et de leurs communautés, pour leur permettre de connaître leurs droits et de défendre leurs intérêts.

Le processus de concertation et d'élaboration conduit en 2011-13 a permis aux différents acteurs dans le monde entier de partager leurs préoccupations, opinions et besoins liés au développement durable des pêches artisanales. Outre les consultations régionales organisées par la FAO, les organisations de la société

civile ont mis en place des consultations nationales et régionales dans plus de 20 pays, faisant intervenir 4 000 personnes originaires de plus de 120 pays.

Le Collectif International d'appui aux travailleurs de la pêche (ICSF), le Forum mondial des populations de pêcheurs (WFFP) et le Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche (WFF) ont coordonné la participation de la société civile au processus d'élaboration des Directives PAD. Leur travail a contribué à une meilleure sensibilisation sur ce processus et permis aux communautés de pêche de prendre une part active à l'élaboration du contenu des Directives et à établir et renforcer le dialogue entre les différentes parties prenantes.

L'avant-projet des Directives a été examiné lors des deux sessions d'une Consultation technique qui se sont tenues les 20-24 mai 2013 et 3-7 février 2014 à Rome (Italie). Au total, 88 membres de la FAO ont participé aux négociations, ainsi qu'un grand nombre d'observateurs, y compris 59 représentants de la société civile. Cette participation a permis de garantir l'intégration des intérêts des communautés de pêche dans les débats sur les Directives au plus haut niveau.

Les deux sessions ont débouché sur un texte énonçant les principes clés qui sont ressortis des consultations sur le terrain. Un chapitre important est consacré à l'égalité entre les sexes et l'ensemble du document met en relief le rôle des femmes. L'autonomisation des petites communautés de pêcheurs – notamment par le biais de leur participation aux processus décisionnels, aux mécanismes de co-gestion et au renforcement des capacités – est un autre concept essentiel évoqué constamment tout au long du document.

Les organisations de la société civile ont également montré s'être approprié le processus en organisant des événements de manière indépendante et en concevant des matériels de communication, comme une version simplifiée d'un avant-projet des Directives ou des versions de celles-ci en langues locales.



Les organisations de la société civile ont également joué et continuent de jouer un rôle crucial dans le renforcement des relations avec d'autres organisations et institutions. Par exemple, elles ont participé récemment au Forum des agriculteurs du Fonds international de développement agricole (FIDA), en février 2014, qui a consacré pour la première fois un événement sur la pêche artisanale. Les recommandations finales préconisent la finalisation et l'application des Directives et la poursuite de la coopération de tous les partenaires dans ce processus.

L'avenir

L'élaboration des Directives PAD devrait se conclure durant la 3^{ème} session du Comité des pêches (COFI) en juin 2014, ce après quoi leur mise en œuvre participative pourra débuter. Les partenariats devront être ancrés à l'échelon local et national et s'inscrire dans un cadre de collaboration régionale et internationale, de sensibilisation, de soutien aux politiques et de renforcement des capacités. La collaboration de multiples acteurs, notamment de la société civile, sera nécessaire afin de tirer parti de l'approche inclusive et basée sur le consensus qui a caractérisé le processus d'élaboration des Directives PAD jusqu'ici.

* Pour en savoir plus:

Consultations nationales et régionales
<https://sites.google.com/site/smallscalefisheries/>
Directives: document du Président de la Consultation
ftp://ftp.fao.org/FI/DOCUMENT/ssf/SSF_guidelines/TC/2014/2e.pdf

FAO | Un nouveau module d'apprentissage sur la capitalisation d'expériences

La capitalisation, qu'est-ce que c'est ?

La capitalisation – ou « systématisation » – des expériences est un processus itératif par lequel une expérience (avec ses succès et ses échecs) est identifiée, évaluée, documentée et partagée. Cette approche systématique permet de tirer les enseignements d'une expérience et d'en cerner les innovations et les bonnes pratiques. Grâce à cette approche, une pratique peut être adaptée et améliorée pour être ensuite adoptée par d'autres, et mise en œuvre à plus grande échelle en renforçant son impact.

En mars 2014, la FAO a organisé une Consultation d'experts sur la capitalisation d'expériences dans l'intention de préparer un module d'apprentissage en plusieurs langues, en partenariat avec les autres organisations des Nations Unies basées à Rome et d'autres organismes internationaux. L'idée fait suite au projet « Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire » piloté par la FAO et mis en œuvre pendant plus de quatre ans au Niger et au Burkina Faso. Ce projet a fourni, testé et adapté des méthodologies pour la capitalisation d'expériences dans le but d'en recenser les bonnes pratiques. Par ailleurs, de nombreuses autres organisations s'étant lancées dans un processus de capitalisation d'expériences, il

Nous entendons de plus en plus parler de « capitalisation d'expériences ». Mais de quoi s'agit-il exactement et à quoi cela sert ? Pour répondre à ces questions et à bien d'autres, la FAO et ses partenaires travaillent à la mise au point d'un nouveau module d'apprentissage.

était important de comparer et de tirer profit des diverses expériences et les rassembler dans un module d'apprentissage.

Ce nouveau module offrira aux organisations des pays en développement, et à tous les acteurs du développement, les outils et méthodologies nécessaires pour renforcer leurs capacités en leur permettant de gagner en efficacité dans leur travail. Il est destiné au personnel d'une vaste gamme d'organisations (organisations internationales, bailleurs de fonds, organisations multilatérales, ONG, organisations de producteurs, instituts de recherche, gouvernements nationaux, organisations régionales et organisations de la société civile). Ce module d'apprentissage et de formation en ligne s'adresse aux personnes travaillant au sein d'une organisation ou d'un projet et participant au processus de capitalisation.

La Consultation d'experts a constitué une étape déterminante dans la mise au point du programme, rassemblant pendant trois jours 29 experts et représentants institutionnels participant à des activités de capitalisation d'expériences ou de systématisation.

Après les phases d'introduction et de formulation, l'équipe de la FAO a présenté les composantes du module d'apprentissage en ligne ainsi que le processus qui est désormais bien établi. La consultation a été facilitée de manière à susciter une interaction maximale entre les participants.

Les résultats de la consultation d'experts étaient les suivants: ajouts permettant un accord sur une ébauche révisée de curriculum; identification de sources d'expertise pour le contenu, matériel de formation existant, méthodologies et outils logiciels relatifs au curriculum; et déclarations d'intention des institutions et individus souhaitant participer à

la mise au point du curriculum. Les contributions des partenaires peuvent prendre la forme d'études de cas, d'examens par des pairs, d'adaptation et de traduction, de promotion et de distribution.

Par ailleurs, le module d'apprentissage a également été examiné à Paris en avril 2014 lors du « Forum des expériences » (F3E) organisé pour le lancement d'un nouveau manuel en français sur la capitalisation des expériences ; l'occasion parfaite pour mobiliser les efforts et collaborer avec des organisations francophones sur le module à venir.

Le module d'apprentissage revêtira plusieurs formes: une formation en ligne pour l'apprentissage individuel, ou pour la préparation ou le suivi de sessions de formation en face-à-face, un manuel imprimé et des présentations PowerPoint de chaque leçon pour des ateliers de formation en face-à-face.

La version anglaise sera publiée fin 2014, les versions française et espagnole sont prévues pour 2015 et la version arabe suivra. Les matériels seront non seulement traduits, mais adaptés à chaque région. Ils seront accessibles en ligne gratuitement sur les sites de la FAO, d'IMARK et des partenaires, et seront annoncés dès qu'ils seront prêts par les réseaux partenaires.

Si vous souhaitez partager votre expérience avec l'équipe, n'hésitez pas à nous contacter: km-gender@fao.org ou sophie.treinen@fao.org

* **Pour plus d'informations:**
Programme Gestion des connaissances et genre (FAO): www.fao.org/capacitydevelopment/km-gender/fr/
Site FAO des Bonnes Pratiques: www.fao.org/capacitydevelopment/goodpractices/fr/

Le « **Kit de ressources pour la gestion de l'information** » (IMARK) est une initiative d'apprentissage en ligne visant à promouvoir une gestion efficace de l'information. IMARK est constitué d'une série de ressources d'enseignement à distance, d'outils et de communautés sur la gestion de l'information. www.imarkgroup.org

Pour en savoir plus sur le processus utilisé lors de la Consultation d'experts, voir la publication IMARK « Méthodologies pour le développement de cours d'e-learning: un guide pour concevoir et élaborer des cours d'apprentissage numérique ». www.fao.org/docrep/015/i2516f/i2516f.pdf



© Sophie Treinen

Investir dans l'autonomisation des femmes rurales

La mobilisation de ressources destinée à la lutte contre la pauvreté et l'autonomisation des populations rurales, des femmes en particulier, a connu des évolutions marquées dans les années 2000. Eclairage avec Mme Dominique Di Biase, chargée des relations avec les partenaires à la FAO, ainsi que point focal pour la Belgique, la Suisse, le Royaume-Uni, et les partenariats multi-partenaires et avec les Nations Unies.

Quelle est l'importance de la mobilisation de ressources à la FAO ?

Cet aspect est fondamental car la mobilisation de ressources apporte des fonds complémentaires au programme régulier de la FAO au niveau global. Cette mobilisation va permettre à la FAO d'intervenir sur le terrain en mettant en œuvre des projets et programmes répondant aux besoins des populations, à travers les cadres de programmation prioritaires définis en commun accord par les gouvernements et la FAO dans ces pays.

Ces ressources complémentaires sont essentielles. Par rapport au budget régulier total de la FAO pour 2014-2015 qui est de 2,43 billions de dollars des Etats-Unis, les contributions volontaires à mobiliser représentent 1,4 billion de dollars, soit 60 % du budget total. Ces projets et programmes financés par ces contributions sont parfaitement alignés aux priorités régionales et aux résultats du cadre stratégique de la FAO devant être atteints.

Cette manière d'aligner les programmes de terrain aux priorités nationales régionales et globales est récente. Avant, il y avait un programme voté par les Etats membres et un programme terrain dissociés. Il n'y avait pas forcément de prise en compte des priorités nationales ou globales. A l'arrivée de notre Directeur général, M. Graziano da Silva, on a tout remis à plat. Les différents niveaux (global, régional, national) sont désormais en phase sur base des besoins exprimés par les pays au niveau national et par les Etats membres lors de la conférence au niveau global.

Comment la FAO a-t-elle pu mobiliser des ressources afin de contribuer à l'autonomisation des populations rurales, en particulier les femmes ?

Dans le nouveau cadre, nous avons un objectif stratégique dédié à la lutte contre la pauvreté. Il fallait donc voir quels pays donateurs avaient des priorités en adéquation avec cet objectif et donc susceptibles d'apporter leur contribution. Je citerai l'exemple de la Belgique qui est un partenaire de longue date. Son approche a évolué de manière significative au début des années 2000, d'une approche projet à une approche programmatique visant à allouer

les ressources directement à l'objectif d'élimination de la pauvreté et de la faim. Nous avons toujours été en phase avec ce sujet, en particulier en ce qui concerne l'égalité entre les hommes et les femmes. La Belgique a été un précurseur, intégrant de manière transversale, dans tous les secteurs, une sensibilité au genre. A travers son aide multilatérale, considérant la FAO comme un partenaire privilégié, la Belgique a voulu allouer des ressources substantielles qui ont permis d'intervenir dans des pays pilotes tels que la République du Niger et la République démocratique du Congo où les femmes et les hommes avaient besoin de soutien pour avoir un meilleur accès aux marchés, aux produits et services, pour participer davantage à la prise de décisions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et d'information sur les politiques de prix, sur les urgences, etc.

S'agit-il principalement d'une évolution d'approche ou de moyens ?

Il s'agit des deux ! C'est à la fois une évolution qui est allée d'une approche projet vers une approche programme de gestion des terroirs, pour arriver à une approche programmatique globale en matière de réduction de la pauvreté. La Belgique vient maintenant en soutien aux ressources essentielles (core) de l'organisation permettant ainsi aux techniciens, aux bureaux régionaux et aux bureaux pays de planifier des interventions directement auprès des populations rurales, et en particulier les femmes les plus démunies.

Les moyens sont-ils aujourd'hui suffisants ?

Il est toujours souhaitable d'augmenter les fonds alloués, les besoins étant tellement immenses. On considère que cette allocation belge qui avoisine 11 millions d'euros sur une période de douze ans a été catalytique pour attirer d'autres ressources mobilisées au niveau du terrain, notamment avec d'autres partenaires comme les agences des Nations Unies, comme ça a été le cas en RDC, où un partenariat avec le FIDA a permis de travailler avec une envelopure plus large ; ça a été aussi le cas au Niger dans le cadre d'un partenariat avec UNICEF.

Au-delà des activités mises en œuvre, aujourd'hui, tout le monde à la FAO est rede-



vable en matière de genre, de manière transversale. L'intégration de la dimension genre doit être planifiée en amont et doit être présente à tous les niveaux, même dans le cadre de programmes conjoints avec d'autres acteurs.

* Pour en savoir plus, contacter :
Dominique Di Biase, FAO (TCRS)
Dominique.DiBiase@fao.org

Ressources

Note : la plupart des publications mentionnées ici sont disponibles gratuitement en ligne (sauf spécification contraire). La plupart des liens Internet sont trop longs pour être reproduits dans leur intégralité. En cas de difficultés d'accès aux publications sur le site Internet indiqué, il suffit souvent de faire une recherche sur Google.

⊙ *Agricultura Familiar en América Latina y el Caribe: Recomendaciones de Política*

Agriculture familiale en Amérique Latine et dans les Caraïbes : Recommandations en matière de politiques

Ouvrage sur l'agriculture familiale lancé à l'occasion de la conférence régionale. La division ESP de la FAO a contribué au premier chapitre traitant du concept d'agriculture familiale.

FAO, 2014
www.fao.org/docrep/019/j13788s/j13788s.pdf

⊙ *Publication FAO-IFPRI 2014: « Gender and Agriculture – Closing the Knowledge Gap »*

Trois ans après la publication du (SOFA) 2010-2011, la FAO a publié, en collaboration avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), l'ouvrage « Gender in Agriculture - Closing the Knowledge Gap » (disponible uniquement en anglais). Cette nouvelle publication est destinée à un public non-spécialiste et fait suite aux principales conclusions du SOFA en présentant de façon détaillée les écarts entre hommes et femmes dans l'agriculture.

FAO-IFPRI, 2014 (107 €)
www.springer.com/economics/development/book/978-94-017-8615-7

⊙ *Formation participative et développement de curriculum pour les champs-écoles paysans en Guyane et au Suriname*

Un guide pratique pour la lutte intégrée contre les ravageurs et l'aquaculture dans les systèmes rizicoles de la Guyane et du Suriname.

FAO, 2014
www.fao.org/docrep/019/ba0031f/ba0031f.pdf

⊙ *Indice de la faim dans le monde 2013. Le défi de la faim: Construire la résilience pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable*

Le thème du rapport GHI 2013 est la résilience en théorie et dans la pratique. Les communautés de l'aide humanitaire et du développement ont longtemps cherché à comprendre pourquoi certaines populations s'en sortent nettement mieux que d'autres quand elles sont confrontées à des tensions ou à des chocs. Des efforts de renforcement de la résilience sont grandement nécessaires pour aider les personnes pauvres et vulnérables à faire face aux famines, sécheresses et autres catastrophes naturelles ou dues à l'homme. Pour aider à renforcer la résilience d'une manière capable de stimuler la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le rapport appelle à décroquer les communautés de l'aide humanitaire et du développement, et à se concentrer sur des approches contribuant à accroître la capacité des personnes et des systèmes à résister, absorber et transformer pour réagir aux chocs.

IFPRI/Concern Worldwide/ Welthungerhilfe,
octobre 2013
www.ifpri.org

⊙ *Parce que je suis une fille. La situation des filles dans le monde 2013: Être adolescente dans une situation d'urgence : une double peine*

Le septième rapport de la série Situation des filles dans le monde, « Être adolescente dans une situation d'urgence : une double peine », examine ce qui arrive aux adolescentes en situations de catastrophe et pourquoi. En s'appuyant sur des recherches originales et sur les témoignages des filles, il montre que les droits des adolescentes sont ignorés avant, pendant et après les catastrophes, aussi bien dans l'urgence d'une intervention humanitaire que dans la fracture entre travail humanitaire et développement. Les résultats montrent qu'être à l'écoute de ce que les adolescentes ont à dire, faire valoir leurs droits et leurs besoins et renforcer leur résilience, sont toutes les pièces manquantes du travail humanitaire actuel.

Plan International, octobre 2013
<http://plan-international.org>

⊙ *Cash transfer programmes, poverty reduction and empowerment of women: A comparative analysis* *Programmes de transfert d'argent, réduction de la pauvreté et émancipation des femmes: analyse comparative*

Cette analyse comparative a pour but d'aider l'Organisation Internationale du Travail (OIT) à générer de nouvelles approches visant à améliorer l'impact des programmes de transfert d'espèces sur la réduction de la pauvreté des femmes et leur émancipation économique. Les conclusions principales portent sur des programmes de transfert d'argent déployés dans cinq pays: Brésil, Chili, Inde, Mexique et Afrique du Sud. L'étude aborde deux grandes questions: en premier lieu, dans

quelle mesure les transferts d'espèces atténuent la pauvreté des femmes et améliorent leur accès à la nutrition ainsi qu'aux soins de santé et autres services sociaux? Et deuxièmement, quelles sont les incidences de ces transferts sur l'autonomisation économique des femmes?

Document de travail OIT, décembre 2013
www.ilo.org

⊙ *Close the Gap: How to eliminate violence against women beyond 2015*

Comblent le fossé: Comment éliminer la violence envers les femmes après 2015

Au moins une femme sur trois dans le monde sera victime de violence au cours de sa vie, souvent perpétrée au sein du couple. La violence contre les femmes et les filles est une question touchant à un droit humain fondamental, qui constitue un obstacle crucial au développement, à la démocratie et à la paix. OXFAM se dit très inquiet de constater que les efforts visant à éliminer la violence contre les femmes ne sont pas à la mesure de l'ampleur du problème. En effet, même si la nécessité de mettre un terme à la violence contre les femmes est largement reconnue, les niveaux de violence dans le monde attesteraient d'un énorme fossé entre la théorie et l'action. La communauté internationale manque à son devoir vis-à-vis des femmes sur ce point et continuera à le faire si nous n'intensifions pas nos efforts. Alors que les gouvernements, les décideurs et la société civile amorcent un examen de la Plate-forme d'action de Beijing et envisagent un cadre pour remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), une opportunité de combler cet écart et de renouveler notre engagement envers l'élimination de la violence contre les femmes apparaît.

Oxfam Briefing Notes, mars 2014
<http://policypractice.oxfam.org.uk>

⊙ *Community Radio Continuous Improvement Toolkit (CR-CIT)*

Ensemble d'outils pour l'amélioration continue des radios communautaires (CR-CIT)

Cet ensemble d'outils entend fournir un cadre d'évaluation participative permettant aux stations de radio communautaire de fixer leurs propres critères ou buts pour mesurer périodiquement leurs résultats. Il a été rédigé en gardant à l'esprit: (a) les directives nationales des radios communautaires (en Inde); et (b) certains principes des médias communautaires dans le monde, tels que la participation et la prise en charge par la collectivité, l'accès et l'insertion des groupes marginalisés, l'égalité entre les sexes, le contenu créé par la communauté, l'accent sur les cultures et les identités locales, et la transparence et l'obligation redditionnelle.

UNESCO, CEMCA, juin 2013
<http://ucommmedia.in>

⊙ **Economic Empowerment: Strategies for Adolescent Girls**

Autonomisation économique: Stratégies en faveur des adolescentes

Ce document stratégique s'inspire des programmes de l'Initiative de plaidoyer et de leadership en faveur des adolescentes (AGALI) mis en œuvre au Guatemala, au Honduras, au Libéria, au Malawi et en Éthiopie. Les programmes d'autonomisation économique au profit d'adolescentes de 12 à 25 ans s'articulent autour de trois grands axes: stratégies de services financiers, stratégies d'emploi et stratégies de promotion des capacités de préparation à la vie des filles et soutiens sociaux. Les programmes doivent être fondés sur des données factuelles pour être efficaces, adaptés aux participantes, et intégrées pour renforcer le capital humain, social, physique et financier, et plaider pour améliorer les normes sociales et les pratiques institutionnelles dans l'intérêt des filles.

AGALI, janvier 2013
<http://agaliprogram.org>

⊙ **Empowering Smallholder Farmers in Markets: Experiences with Farmer-led Research for Advocacy**

Autonomisation des petits exploitants sur les marchés: Expériences de recherches pour le plaidoyer menées par les agriculteurs

Les partenariats de recherche entre organisations paysannes et équipes de recherche sont rarement simples, et les leçons tirées tout au long de leur mise en œuvre sont une contribution significative au processus, que les objectifs souhaités soient atteints ou non. Cette réflexion honnête sur les efforts du programme "Donner aux petits agriculteurs les moyens d'agir sur les marchés" visant à renforcer les capacités de plaidoyer des organisations paysannes nationales par des recherches conduites par les exploitants, donnera par conséquent matière à réflexion pour tous ceux qui opèrent dans ce secteur. La publication rassemble une série d'études de pays détaillant les activités de recherche collaborative et leurs résultats. A titre d'exemple, citons les consultations à la base pour réviser les services nationaux de conseil agricole en Ouganda, le développement des capacités de recherche pour faire le suivi des politiques gouvernementales au Kenya, et le renforcement du rôle des femmes dans la plateforme de plaidoyer nationale au Costa Rica. Ces études mettent en lumière ce qui peut être accompli par les organisations paysannes nationales en termes de plaidoyer et en matière d'innovation pour aider les petits exploitants à accéder aux marchés.

Agrinatura/CTA/Wageningen UR, 2013
<http://tinyurl.com/qdvzhte>

⊙ **Gender and Rights: our Quick Guides to success**

Genre et droits: nos Guides rapides pour le succès

Comment intégrer la prise en compte du genre dans les opérations humanitaires et les actions de développement? Comme l'explique Jemma Stringer, si vous avez peu de temps, vous pouvez commencer par lire ce Guide rapide.

« Mes collègues me demandent régulièrement des outils et guides sur la prise en compte du genre dans leur travail. J'ai deux réponses, une version longue et une version courte. La version longue est: faites vos recherches – lisez tel ou tel ouvrage théorique sur les approches d'analyse par genre, consultez

un de nos nombreux rapports instructifs sur notre apprentissage programmatique, consultez notre gamme d'ensembles d'outils – puis décidez quelle approche correspond le mieux à vos exigences et à votre contexte. La version courte est la suivante: jetez un coup d'œil sur ces Guides rapides. »

OXFAM, janvier 2014
<http://policy-practice.oxfam.org.uk>

⊙ **Gender inequalities in ownership and control of land in Africa: Myth versus reality**

Inégalités des sexes dans la propriété et le contrôle de la terre en Afrique: Mythe et réalité

Ce document étudie l'ampleur de la propriété foncière des femmes en Afrique subsaharienne à l'aide de séries de données représentatives par pays. Il met l'accent sur la nécessité de clarifier les statistiques sur la propriété foncière des femmes – qu'entend-on par propriété, et de quelles terres parlons-nous? La plupart des données manquent de cohérence à cet égard. Lorsque des données sont disponibles, elles donnent un tableau très contrasté de la propriété foncière des femmes, et les vastes généralisations masquent cette importante variabilité.

IFPRI, 2013
www.ifpri.org

⊙ **Girls on the Move: Adolescent Girls & Migration in the Developing World**

Filles en mouvement: adolescentes & migration dans le monde en développement

Ce document suggère que si une fille migrante arrive à la destination de son voyage en sécurité, elle peut être "un agent puissant de changement social et économique et transformer les perspectives de sa famille et de sa communauté". Toutefois, les obstacles à une migration réussie signifient que les filles âgées de 10 à 14 ans et de 15 à 19 ans ont besoin d'actifs de protection tels que: (i) capital humain – compétences, connaissances, amour propre, pouvoir de négociation et contrôle sur les décisions; (ii) capital social – famille, amis, mentors, appartenance à un groupe, accès aux services publics et aux institutions; (iii) capital matériel – effets personnels, notamment un téléphone portable, un logement, des moyens de transport, des papiers d'identité; et (iv) capital financier – espèces, épargne.

Population Council, Policy Brief, janvier 2013
www.popcouncil.org

⊙ **Observatoire mondial de la société de l'information 2013 - Les droits des femmes, le genre, et TICs**

Cette édition de l'OMSI explore les droits des femmes et le genre à travers le prisme des technologies de l'information et de la communication (TIC). Elle comprend une série de rapports thématiques d'experts sur des questions telles que l'accès aux infrastructures, la participation, la désobéissance en ligne et la sexualité en ligne, ainsi que 46 rapports de pays sur des sujets comme les droits des travailleurs domestiques, la traite des femmes, la participation à la gouvernance, les fillettes mariées et le droit à l'avortement. L'OMSI 2013 montre que les avancées obtenues en ligne en matière de droits des femmes ne sont pas toujours sûres ou stables. Bien que l'accès des femmes à l'internet ait augmenté leur participation dans les domaines sociaux, économiques et de la gouvernance, ces opportunités ont également une autre face : le harcèlement en ligne, le cyber-harcèlement et la violence en ligne contre les femmes qui

sont tous en hausse à l'échelle mondiale. Cette OMSI est un appel à l'action, à la participation accrue des femmes à toutes les formes de gouvernance et de développement technologique ainsi qu'à la réaffirmation et au renforcement de leurs droits en ligne.

APC/Hivos, 2013
<http://giswatch.org/fr/2013-les-droits-des-femmes-le-genre-et-tics>

⊙ **Guide à l'intention des journalistes pour l'amélioration de l'image de la femme dans les médias en RDC**

UCOFEM a réalisé un monitoring des principaux médias congolais, écrits et audiovisuels, pour faire un point sur la représentation médiatique de la femme en RDC. Les résultats de ce monitoring quantitatif et qualitatif, mené au mois de septembre 2013, sont présentés dans le rapport « L'image de la femme dans les médias en RDC, Rapport de monitoring 2013 ». L'état des lieux qui en ressort est un nouveau pas d'un parcours qui vise à sensibiliser les journalistes et en général les professionnels des médias au rôle positif qu'ils peuvent jouer dans la promotion de l'égalité femmes/hommes. À cette fin, les reportages télévisés et radiophoniques, ainsi que les articles de presse les plus intéressants et pertinents par rapport aux objectifs de la recherche ont été sélectionnés comme cas d'étude, permettant de mettre en lumière les bonnes et les mauvaises pratiques observées dans les médias congolais. Ces cas d'étude sont présentés dans la première partie de ce Guide, pour illustrer aussi bien le correcte (À faire) que l'incorrecte (À éviter) dans le traitement de l'information du point de vue de l'égalité hommes et femmes. La deuxième partie du Guide donne des recommandations pratiques aux journalistes, pour qu'ils puissent, à travers leur travail quotidien, contribuer à éradiquer les stéréotypes sexistes et à promouvoir des rapports entre les sexes basés sur l'égalité et le respect mutuel.

UCOFEM, novembre 2013
www.ucofem.org

⊙ **Levelling the Field: Improving Opportunities for Women Farmers in Africa**

Mettre les chances à niveau: améliorer les opportunités pour les agricultrices africaines

Il est capital d'affronter les inégalités diffuses dont sont victimes les agricultrices dans toute l'Afrique si le continent veut réduire la pauvreté, doper la croissance économique et nourrir sa population croissante. Ce rapport se penche sur l'échelle et les causes des différences considérables de production entre agriculteurs et agricultrices dans six pays africains – Éthiopie, Malawi, Niger, Nigeria, Ouganda et Tanzanie – qui, ensemble, représentent plus de 40 pour cent de la population d'Afrique subsaharienne. Ce premier rapport type révèle des disparités entre les sexes profondément ancrées dans l'agriculture africaine, recense les facteurs limitant l'avancement des agricultrices, et énonce des mesures concrètes pour réduire les inégalités. Comblé cet écart peut contribuer à accroître les revenus et les moyens d'existence des ménages tout en fournissant des aliments bon marché et à haute valeur nutritive à la population africaine en constante expansion.

Banque mondiale et campagne ONE, mars 2014
www.worldbank.org



☉ **Making Joint Gender Programmes Work. Guide for design, implementation, monitoring and evaluation**

Faire fonctionner les programmes communs pour l'égalité des sexes. Guide d'élaboration, mise en œuvre, suivi et évaluation

Ce guide expose la manière d'améliorer la conception, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation des programmes communs pour l'égalité entre les genres (JGP). Il aborde certains des domaines les moins tangibles qui s'avèrent souvent être des obstacles au succès des JGP, tels que les dynamiques du pouvoir et la nécessité de coordination, de négociation, d'encadrement et de responsabilité. Il offre également une vaste gamme d'exemples tirés de ces programmes qui ont débouché sur des résultats positifs.

Il s'agit du premier outil systématique inter-organisations sur les JGP qui a été créé sur la base des demandes de soutien additionnel des équipes de pays des Nations Unies, des groupes thématiques sur l'égalité des sexes et des coordonnateurs. Le guide s'articule en trois chapitres et aborde les enjeux et les solutions proposées, aux côtés d'exemples et d'autres ressources utiles.

Fonds pour la réalisation des OMD/ PNUD,
juillet 2013
www.mdgfund.org

☉ **Organizing Women Workers in the Informal Economy**

Organiser les femmes travaillant dans l'économie informelle

Pour des millions de femmes dans le monde, les mauvaises conditions de travail et l'absence de reconnaissance et de droits compromettent les avantages du travail rémunéré. Au moyen d'exemples de mobilisation réussie de travailleuses dans l'économie informelle, cet ouvrage montre comment surmonter les obstacles à l'émancipation économique des femmes. Un chapitre présente la participation de plus en plus active des femmes de la vallée de São Francisco au Brésil dans leur syndicat rural et comment celle-ci s'est traduite par des changements importants, aussi bien au sein du syndicat que dans les conditions de travail des femmes dans le secteur viticole. Un autre exemple en Inde révèle les expériences de participation des travailleuses dans le domaine de la pêche dans les organisations locales et communautaires, les problèmes à surmonter et les moyens de renforcer efficacement leur participation. Avec des comptes rendus de première main des auteurs intervenant dans les organisations émergentes, l'ouvrage documente la façon dont les travailleuses se sont organisées pour se forger une nouvelle identité, définir leurs besoins fondamentaux et mettre au point des stratégies collectives de résistance et de lutte.

Sous la direction de N Kabeer, R Sudarshan & K Milward
Zed Books, 2013 (23,50 €)
www.zedbooks.co.uk

☉ **Perspectives de genre pour l'agroécologie. Regards croisés sur la souveraineté alimentaire**

Cette publication est le résultat de trois années de recherches-actions sur le thème de la souveraineté alimentaire avec une approche genre réalisée par Le Monde selon les femmes et ses partenaires REMTE Bolivie, REMTE Pérou, ENDA Graf et ENDA Pronat au Sénégal ainsi que le CONAFED en RD Congo. L'objectif de cette recherche-action est de renforcer les luttes sociales dans le Sud et de construire un plaidoyer commun sur base des forces et des spécificités de chaque partenaire.

Le Monde selon les femmes, 2014 (12 €)
www.mondefemmes.be/genre-developpement-outils_theories-analyse-analyses-plaidoyers.htm

☉ **Prosperité pour tous – Mettre fin à l'extrême pauvreté**

Selon ce document, la croissance reste une condition nécessaire mais non suffisante de la réduction de la pauvreté. Chaque pays doit accompagner ses efforts de développement par des politiques allouant davantage de ressources aux plus démunis, par le biais du processus même de croissance, à travers la promotion d'une croissance faisant moins d'exclus, ou via des programmes publics tels que les transferts monétaires directs et assortis de conditions.

L'étude souligne par ailleurs qu'on ne peut pas se contenter d'aider les individus à sortir de l'extrême pauvreté : il faut aussi s'assurer, qu'à terme, ces personnes ne restent pas bloquées juste au-dessus du seuil de pauvreté faute d'opportunités leur permettant d'améliorer leurs revenus.

World Bank, 2014
<http://siteresources.worldbank.org>

☉ **Raising Her Voice: The power to persuade**
Élever la voix des femmes: le pouvoir de la persuasion

Depuis 2008-2013, le programme Raising Her Voice (RHV) d'OXFAM a travaillé avec 45 partenaires locaux, 141 groupes d'activistes communautaires et plus de 1000 membres de coalitions pour créer des systèmes de gouvernance plus efficaces en veillant à faire entendre la voix des femmes dans les décisions liées aux services, aux investissements, aux politiques et aux cadres juridiques, de l'échelon communautaire à l'échelle nationale et régionale. Ce résumé s'inspire des résultats d'une évaluation finale indépendante du programme RHV réalisée en 2013 et du propre rapport final d'OXFAM pour donner un aperçu des accomplissements et impacts, en partageant les principaux enseignements tirés des principes et stratégies de base d'OXFAM à l'appui des actions pour une meilleure gouvernance, propres à induire des changements efficaces.

Oxfam, novembre 2013
<http://policy-practice.oxfam.org.uk>